



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



**NIGER/AFRIQUE**

# **RAPPORT NARRATIF FINAL**

**01 JANVIER 2019 – 31 DECEMBRE 2023**



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



<p><b>Intitulé du programme et Numéro du programme</b></p> <p>Intitulé du Programme : Programme de l'Initiative Spotlight au Niger</p> <p>MPTF Office Project Reference Number:<sup>1</sup> 00111643</p>	<p><b>Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)</b></p> <p>Initialement le Programme lors de phase I a couvert quatre (4) régions qui ont les taux les plus élevés de VBG au Niger : Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéry</p> <p>Au total le programme continuera de se mettre en œuvre dans 60 communes soit 15 communes par région et dans 300 villages soit 5 villages par commune. Durant la phase II du Programme, les zones de couverture géographique ont été étendues aux quatre autres régions afin d'avoir l'exhaustivité des localités couvertes sur toute la durée du Programme 2019-2023.</p>
<p><b>Organisations bénéficiaires</b></p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. UNDP</li><li>2. UNFPA</li><li>3. UNWOMEN</li><li>4. UNICEF</li></ol>	<p><b>Partenaires clés</b></p> <p>Ministères de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ; Justice ; Plan, Finances ; Enseignement Primaire, Enseignement Professionnel et Technique, Enseignement Secondaire, Santé publique, Population et Affaires Sociales ; Défense Nationale ; Intérieur ; Hydraulique et Assainissement ; Assemblée Nationale ; Conseil Islamique ; Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN) ; Institut National de la Statistique (INS) ; Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) ; Organisations de la société civile (Nationale et régionale)</p>
<p><b>Coût du programme (US\$)</b></p>	<p><b>Dates de début et de fin du programme</b></p>

<sup>1</sup> The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



**Budget total approuvé selon le document  
de programme national/régional Spotlight:**  
27,435,163 USD

**Financement Phase I+II Spotlight:<sup>2</sup>** 24,285,715 USD  
**Contribution des agences :** 3,149,448 USD

**Contribution des agences :**

Noms du RUNO	Spotlight Phase I+II (USD)	Contributions des agences de l'ONU  (USD)
UNDP	5,887,686	260,768
UNFPA	7,956,988	1,433,840
UNICEF	6,273,991	868,781
UN WOMEN	4,167,050	586,059
<b>TOTAL</b>	<b>24,285,715</b>	<b>3,149,448</b>

**TOTAL: 27,435,163 USD**

**Date de début :** 01 01 2019

**Date de fin :**  
31.12.2023

**Rapport soumis par :**

Louise Aubin  
Coordonnatrice Résidente SNU Niger

<sup>2</sup> The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#).



**Initiative  
Spotlight**  
*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



## **Table des Matières**

Liste des Acronymes et Abréviations .....	5
Résumé exécutif .....	8
Changements contextuels et état de mise en œuvre .....	13
Gouvernance et coordination du programme .....	17
Partenariats du programme .....	28
Résultats .....	37
a. Capturer des changements plus larges à travers les résultats.....	37
a. Capturer le changement au niveau des résultats.....	41
Titulaires de droits («Bénéficiaires»).....	58
Défis et mesures d'atténuation.....	58
Leçons apprises et opportunités du programme.....	60
Innovations et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques.....	63
Communication et visibilité.....	64
Aller de l'avant : Assurer la durabilité des contributions.....	71
Annexes.....	72
Annexe A : Cadre des résultats.....	
Annexe B : Matrice des risques.....	
Annexe C : Rapport d'engagements de la Société Civile.....	
Annexe D : Modèle de rapport sur les pratiques prometteuses ou bonnes.....	
Annexe F : Equipements.....	



**Initiative  
Spotlight**

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



## **Liste des Acronymes et Abréviations**

ACPE	Approche Communautaire de la Protection de l'Enfant
ACTN	Association des Chefs Traditionnels du Niger
AD/APPADN	Agir Pour Plus d'Actions du Développement au Niger
ANDH	Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme
ANAJJ	Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire
APAC	Association des Professionnelles Africaines de la communication
APBE	Action pour le Bien-être
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident/ Coordonnatrice Résidente
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques publiques et d'Evaluation de l'action Gouvernementale
CNRFO	Centre National de Référence des Fistules Obstétricales
CONIPRAT	Comité Nigérien pour les Pratiques Traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants
COGES	Comités de Gestion des Établissements Scolaires
CR	Coordonnatrice Résidente
CRMVBG	Centre Régional Multifonctionnel de prise en charge holistique des VBG
CSI	Centre de Santé Intégré
CVPE	Comité Villageois de Protection de l'Enfant
DCO	Défenseurs Commis d'Office
DDF	Défenseurs des Droits des Femmes
DUE	Délégation de l'Union européenne
FACOM	Facilitateur Communautaire



# Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



FAD	Femmes Actions et Développement
FO	Fistules Obstétricales
FNPB	Fédération Nationale des Personnes Handicapées
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
GRSC	Groupe de Référence de la Société Civile
HIMMA	Association d'Appui au Développement Local
JAC	Jeunes Acteurs du Changement
JEA	Jeunes experts associés
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MPFPE	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementales
ONPG	Observatoire National pour la Promotion du Genre
OSC	Organisation de la Société Civile
PBSG	Planification et la Budgétisation Sensible au Genre
PDL	Plan de Développement local
PME	Suivi et Évaluation Participatifs
PTF	Partenaire Technique et Financier
PTFM	Plateforme Multifonctionnelle
SEP	Suivi et Évaluation Participatifs
SNU	Système des Nations Unies
SOS-FEVVF	SOS- Femmes et Enfants Victimes des Violences Familiales



# Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNWOMEN	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
VBG	Violences Basées sur le Genre



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



## Résumé exécutif

Tout au long de la mise en œuvre du programme Spotlight, l'environnement socio-politique a été caractérisé par l'insécurité provoquée par les attaques récurrentes des groupes armés non étatiques (GANE) contre les populations des zones des trois frontières (Tillabéri et Tahoua) et dans le bassin du Lac Tchad (région de Diffa). Ces incursions n'ont pas eu d'impacts réels sur la mise en œuvre des activités même si le programme a connu un retard de démarrage de neuf mois dû à la révision de certains aspects du document de programme demandée par le Gouvernement pour mieux refléter le contexte national et les besoins de la contrepartie nationale.

En 2020, la survenance de la pandémie de la COVID-19 a fortement entravé l'exécution du Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) en raison des mesures de protection prises par le Gouvernement du Niger en termes d'interdiction de déplacement et de fermeture des services sociaux de base privant ainsi beaucoup de femmes et de filles à l'accès à ces services. Ces contraintes ont conduit à la révision du PTAB 2020 en prenant en compte des actions de lutte contre la COVID-19. Cette révision a permis au Programme d'adopter une approche combinant à la fois la mise en œuvre des interventions en présentiel et en virtuel. De même, le coup d'Etat militaire survenu le 26 juillet 2023 a entravé la mise en œuvre des dernières activités du programme. De ce fait, les interventions ont été concentrées sur les piliers 3, 4 et 6 qui touchent directement liés aux communautés.

La conjugaison des efforts, le savoir-faire des acteurs en particulier les Organisations de la Société Civile, le renforcement de la synergie des interventions et de la coordination inter-agence dans l'esprit de la réforme de l'ONU ont été des stratégies de mise en œuvre pertinentes ayant permis l'obtention de résultats importants pour le Programme. Ces stratégies ont aussi permis d'aboutir à des changements notables dans le renforcement des institutions, les comportements positifs des communautés en faveur de la promotion et de la protection des droits des femmes et des filles ainsi que des survivantes de VBG. L'engagement de la Coordonnatrice Résidente, de l'Ambassadeur de l'Union européenne et de la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant a contribué aux transformations comportementales positives constatées.

### **Résultats globaux – Initiative Spotlight Niger**

- **Renforcement des capacités** : **5 059** personnes ont bénéficié d'activités de visant à augmenter leur connaissances et compétences en VBG, en audition, en gestion des cas et collecte des données de qualité. Elles sont capables d'offrir des services de qualité aux personnes survivantes de VBG dans le respect des principes directeurs.
- **Connaissance et Accès aux services** : **75 112** femmes et filles ont eu un accès accru et/ou des connaissances sur les services essentiels de qualité de prise en charge des VBG.



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- **Activités de prévention** : **673 082** personnes ont directement participé à des initiatives et en lien avec la prévention qui leur ont permis de mieux comprendre les effets négatifs de certaines attitudes et pratiques et d'adopter des comportements favorables à la promotion des femmes et des filles et plus de 19 millions autres de manière indirecte via les mass médias.
- **Prise en charge des fistules** : **659** filles et femmes ont été opérées pour les fistules obstétricales et **360** femmes opérées pour prolapsus utérin, le centre de référence de la Fistule obstétricale en cours de réhabilitation afin d'être aux normes et standards requises.
- **Création et renforcement de réseaux, de plateformes et de mouvements** : **1 228** plateformes (300 Comités Villageois de Protection de l'Enfant, 15 Centres d'Ecoute, 600 clubs Dimitra, 191 Espaces sûrs, 15 Plateformes multi-acteurs et clubs hommes actifs, 107 groupes/réseaux de défenseurs des droits des femmes) et réseaux ont été créés pour favoriser le dialogue, les échanges et les efforts de plaidoyer.
- **Réinsertion économique** : **22** plateformes multifonctionnelles ont été installées et ont permis la réinsertion socio-économique de **3 650** femmes victimes de VBG ; et **1 755 femmes et filles survivantes de VBG** ont bénéficié des actions de réinsertion socio-économique.
- **Collecte et gestion des données** : grâce aux formations et équipements, le Spotlight a permis de mettre en place un système digitalisé de collecte et de gestion de l'information sur les VBG au sein des services spécialisés de protection des femmes et des mineures de la police et de la gendarmerie nationale.

Le présent rapport décrit les principaux résultats et les progrès de l'Initiative Spotlight au Niger, co-financée par l'Union européenne (UE) durant les cinq années de mise en œuvre. Le programme ayant démarré avec six piliers a connu un changement à la phase II avec la fusion des piliers 1, 2 et 5 en un pilier commun conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours de 2021. C'est sur la base de cette nouvelle structuration programmatique que les principaux résultats couvrant la période de janvier 2019 à décembre 2023 sont présentés.

**En ce qui concerne le pilier commun (Pilier 1, 2 et 5)**, le Programme Spotlight a enregistré des progrès au niveau du cadre légal, des institutions et de la disponibilité des données de qualité sur les VBG. Par rapport au **cadre légal**, les résultats de l'étude sur le cadre législatif ont contribué à renforcer le plaidoyer en faveur de la relecture du code pénal pour corriger certaines faiblesses et lacunes décelées. De même, la signature de l'arrêté conjoint n° 000025/MEP/A/PLN/EC/MES/MEP/T du 04 février 2019 modifié par l'arrêté n°00335 du 22 août 2019 précisant les conditions de protection, de soutien et d'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité a fortement renforcé la protection et le maintien de la jeune fille dans le système éducatif formel.



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



Au niveau **des Institutions**, la production de deux documents sur la planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a permis son institutionnalisation dans les plans et budgets au niveau national et local. L'opérationnalisation du plan de renforcement des capacités a abouti à la mise en place d'un pool de 30 formateurs outillés en PBSG/VBG issus des 10 Ministères clés qui ont renforcé les capacités de de 278 membres (dont 35 femmes) des Cellules Genre des ministères sectoriels<sup>3</sup>, des directions techniques et services en charge de la programmation/planification et suivi et évaluation. Grâce à ces formations, les cadres nationaux ont été capables d'intégrer le genre dans le nouveau Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026 du pays. De même, neuf (9) communes sur 14 ont pris en compte la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans leurs Plans Locaux Eau et Assainissement (PLEA) et la commune rurale de Doguéraoua dans la région de Tahoua a intégré la GHM dans son Plan de Développement Communal (PDC).

En matière de **données de qualité**, le Programme a fortement contribué à la disponibilité des données d'enquête et de routine sur les VBG. En effet, une enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG a été réalisée et a permis d'actualiser les informations clés sur la tendance des VBG, de mieux comprendre les facteurs qui influencent ou expliquent les actes de VBG afin de mieux orienter les interventions. De même, la réalisation de l'étude sur les discriminations croisées a favorisé le développement des interventions envers cette frange de la population pour ne laisser personne de côté. Par ailleurs, un mécanisme fonctionnel de collecte et de gestion au niveau de la Police, et de la Gendarmerie, des services sociaux et dans les cliniques juridiques a permis la disponibilité des données de routine grâce à la formation de 70 gendarmes, 86 policiers, 35 travailleurs sociaux et 223 personnels de la justice sur les typologies des VBG, la collecte et la gestion des données, en plus le personnels de la police et de la gendarmerie ont été doté de tablettes pour assurer la collecte des données sécurisée conforme aux standard internationaux (GBVIMS). Aussi, 42 acteurs (gestionnaires des cas, gestionnaires des données des ONG et des services techniques) formés sont capables d'utiliser le système d'information GBVIMS et CPIMS+.

**Au Pilier 3**, le Programme a investi dans les stratégies de changements de comportements et sociaux en impliquant directement les parents, les leaders traditionnels et religieux ainsi que les hommes, les femmes, les filles et les garçons. Au cours de la période janvier 2019 à septembre 2023, ce sont 2 063 795 personnes (774 509 femmes, 434 243 filles, 547 610 hommes et 307 433 garçons) qui ont été sensibilisées à travers les approches communautaires et interpersonnelles et ont amélioré leurs connaissances sur le concept, les causes, les facteurs favorisant et les effets des VBG, y compris les pratiques néfastes, et les services essentiels de prise en charge. Le

<sup>3</sup> Ministères du Plan, de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, de la Défense Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Equipement, de la Justice, des Finances, du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables, de l'Emploi et de la Protection Sociale, de la Fonction Publique et du Travail, de la Jeunesse et du Sport.



## Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



partenariat établi avec les radios communautaires ont permis de diffuser des émissions sur les thématiques en lien avec les VBG. Ces émissions radiophoniques ont touché 19 098 443 personnes (3 423 644 femmes, 6 327 092 hommes, 3 336 109 filles et 6 011 598 garçons) qui ont des connaissances sur les types, les causes, les services offerts aux survivantes, les acteurs de lutte pour éviter les pratiques néfastes et pouvoir accompagner dans le référencement vers les services essentiels. Ces messages ont fortement contribué à réduire les confusions faites en matière de VBG au sein des populations, d'orienter vers des comportements positifs et au soutien à apporter aux survivantes. L'implication des adolescentes et des jeunes ont permis de toucher et d'engager cette frange de la population dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles. Avec l'initiative des adolescentes correspondantes, ce sont 632 adolescentes qui ont été mises en réseau via l'application WhatsApp pour le partage des connaissances et des compétences acquises avec leurs homologues des villages. L'initiative Spotlight a contribué significativement à renforcer le rôle de leader de la chefferie traditionnelle du Niger dans les efforts ayant contribué aux changements des normes sociales en vue de la promotion des femmes et des filles. Ce sont 70 chefs de cantons qui ont été mobilisés durant les cinq années dans les régions d'intervention du Spotlight et qui ont annuellement mis en œuvre des plans d'action de lutte contre le mariage des enfants et les VBG et assuré une coordination des interventions au niveau de leur canton en vue de la durabilité des interventions de Spotlight.

Il faut aussi noter la mise en place de l'initiative « Fada des Filles » qui a animé des causeries dans les universités sur les thématiques liées aux mutilations génitales féminines, aux Violences Basées sur le Genre, changement climatique, à l'environnement, la réduction des risques de catastrophes et la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM). Les jeunes actrices et acteurs de changement (JAC) encadrés par les ONGs, en partenariat avec les directions régionales de la promotion de la femme, ont poursuivi leurs activités de mobilisation communautaire à travers l'animation des théâtres interactifs dans les quartiers périurbains des régions d'intervention. Au niveau des Espaces Sûrs, 68 100 adolescentes non scolarisées et déscolarisées sont intégrées dans le programme afin de renforcer leurs compétences et capacités et réduire leur vulnérabilité à la VBG particulièrement le mariage des enfants.

Des actions de promotion de la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) ont été réalisées aussi bien au niveau des établissements scolaires et des communautés. Au total, ce sont 135 établissements des régions, 320 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons ont été construites/réhabilitées pour 52 180 élèves (24 573 filles et 27 607 garçons) réduisant ainsi le taux d'absentéisme des filles pour des raisons d'hygiène menstruelle. De même, 200 écoles des quatre régions Spotlight ont bénéficié de dotation de 10 000 kits GHM pour le soutien à la formation, aux sensibilisations et à la distribution aux élèves filles pour usage. Grâce aux sensibilisations reçues par 40 cadres régionaux des services techniques, 8 509 personnes ont été touchées et ont renforcé leurs connaissances sur les enjeux de la GHM afin de leur permettre d'adopter des comportements positifs en faveur des femmes et des filles.



# Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



**Au niveau du Pilier 4**, le programme a mis en œuvre une stratégie basée sur l'installation des services de prise en charge holistiques des survivantes de VBG. Ainsi, quatre (04) centres multifonctionnels de prise en charge holistique dont 03 fonctionnels (Tillabéri, Maradi et Zinder), 25 cliniques juridiques, 222 points focaux et deux des cellules nationales de protection de femmes et des mineurs de la gendarmerie et police, 300 Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et 15 centres d'écoute ont été mis en place pour la prise en charge des cas de VBG, 22 centres de santé SONUB ont été renforcés en travailleurs sociaux et psychologues, 4 cliniques mobiles en santé de la reproduction et VBG. La mise en place de tous ces services essentiels a considérablement amélioré l'accès des populations et des survivantes aux services de prise en charge sanitaire, psychosociale, juridique et de réinsertion socio-économique. Au total, ce sont 29 552 cas de VBG dont 4 606 cas de mariage d'enfants qui ont été pris en charge par les différents services essentiels.

**Concernant le Pilier 6**, le dialogue intergénérationnel et la prise de conscience des femmes et des filles leaders ont été renforcés grâce à la mise en place de la plateforme dénommée « Plateforme des Femmes Leaders du Niger (PFLN) ». La société civile a été fortement impliquée dans la mise en œuvre du Programme avec l'installation du groupe de référence de la société civile (GRSC) comprenant 20 organisations et la désignation de 24 points focaux régionaux. La franche collaboration du GRSC avec l'Initiative Spotlight a permis au Niger de recevoir le prix de la société civile lors du symposium de Cancun en 2022. L'Initiative a appuyé la cartographie de la société civile. Au total, 324 organisations de promotion et de protection des droits des femmes et des filles (152 organisations féminines et 19 représentants les jeunes) ont été identifiées et ont contribué à la sensibilisation des communautés sur les VBG et les services essentiels.

Conformément au principe « Ne laisser personne de côté », la Fédération Nigérienne des Personnes handicapées (FNPH) a bénéficié d'un appui de l'Initiative en termes de 50 motos tricycles. Cet appui a permis à 300 enfants victimes d'infirmité motrice cérébrale de bénéficier des frais de déplacement vers les centres de santé, de disposer des ressources pour la prise en charge des frais médicaux, des prothèses orthopédiques et d'autres matériels d'assistance, qui s'inscrivent dans la lutte pour l'élimination de toutes formes de violences. À la date du rapport, la gestion des tricycles a permis de générer 18 543 415 FCFA dont 9 166 225 sont dans leur compte.



**Initiative  
Spotlight**

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



## **Changements contextuels et état de mise en œuvre**

Depuis plusieurs années, les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Nigeria, Niger et Tchad) sont confrontés à des situations d'insécurité croissante. Les attaques terroristes répétées, la prolifération des groupes armés non étatiques (GANE) et la montée de groupes extrémistes fondamentalistes religieux violents tels que Boko Haram continuent d'occasionner l'état d'urgence dans les régions de Tillabéri, d'Agadez, de Tahoua, de Diffa et de Maradi. Bien que des dispositions ont été prises par le Gouvernement et ses partenaires (renforcement des forces de défense et de sécurité dans les zones frontalières, collaboration entre population et forces de défense), de nombreux incidents<sup>4</sup> de protection ciblant des civils ont été relevés dans ces régions. On a enregistré d'énormes pertes en vies humaines, matérielles, massacre des populations, des enlèvements des personnes suivis de demande de rançons, des cas de violences basées sur le genre (VBG) et des fermetures des infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé).

En plus de la situation d'insécurité, le Niger a fait face à la survenue de la pandémie de la COVID-19 en 2020. Le pays a déclaré l'état d'urgence sanitaire national en adoptant des mesures<sup>5</sup> de protection et d'isolement. Cette pandémie a contribué à exacerber et à perpétuer des stéréotypes profondément enracinés et des comportements inégaux affectant les femmes marginalisées et discriminées. Elle a entraîné des conséquences négatives sur la vie des femmes et des filles. En effet, l'insécurité économique et alimentaire, le chômage en raison des mesures d'isolement et de fermeture des frontières et les restrictions de mouvements ont considérablement créé les conditions propices à une augmentation des niveaux de violences à l'encontre des femmes et des filles.

Durant la même période mise en œuvre du programme, le pays a été confronté à des urgences simultanées, notamment les catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, etc.), qui ont mis sous pression la capacité de l'Etat et des partenaires humanitaires et de développement à y répondre. Presque chaque année, le Niger est touché par des inondations qui ont affecté en moyenne plus d'un demi-million de personnes. Ces inondations ont causé d'énormes dégâts entraînant des déplacements de population, y compris les villages d'intervention du programme

---

<sup>4</sup> Par exemple, pour le premier trimestre 2021, 812 incidents de protection ayant affecté 1 643 personnes ont été rapportés et en 2022, ce sont 3 366 incidents de protection dont 30% concernaient les enfants.

<sup>5</sup> Il s'agit de la fermeture des aéroports et des frontières terrestres, du port du masque obligatoire dans les lieux publics, de la fermeture des écoles et universités, de l'interdiction des rassemblements, de la distanciation sociale, de l'auto-isolement, et de l'interdiction de tout rassemblement dans les lieux publics et la fermeture des lieux de culte



## Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



Spotlight et ont augmenté les niveaux d'insécurité alimentaire dus à la destruction des terres cultivables, à des dommages étendus aux équipements agricoles, d'élevage, de pêche et de production agricole. Elles ont aussi exacerbé la situation humanitaire du pays avec comme conséquences les risques accrus de violences faites aux femmes et aux filles (mariage d'enfants, agressions physiques et sexuelles, déscolarisation).

Sur le plan politique, les élections générales organisées en 2020 ont permis de renouveler les institutions du pays. Ces élections ont vu une inscription significative des femmes dans le processus (environ 55% des femmes dans le fichier électoral). Ce processus électoral a été conclu avec l'élection d'un nouveau Président de la République marquant ainsi une transition pacifique du pouvoir démocratique et la mise en place d'un nouveau parlement comprenant 166 députés dont 50 femmes élues, soit 30% (au-delà du minimum de 25% inscrits dans la loi sur les quotas).

Bien que des progrès aient été enregistrés au niveau de la participation politique des femmes, force est de constater que les femmes et les filles continuent de subir des VBG. Selon les résultats de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG de 2021, 38% des femmes sont encore victimes de VBG. Les principaux déterminants de ces violences sont majoritairement des causes familiales, notamment la différence d'âge entre les époux, le rapport de pouvoir dans le couple et aussi des causes institutionnelles avec l'absence de loi spécifique contre les VBG, le manque d'application des lois existantes et la mise en œuvre de programmes et politiques de renforcement de la citoyenneté et d'autonomisation économique des femmes et des filles.

Par ailleurs, il est important de retenir que la mise en œuvre du programme a aussi été marqué par l'adoption du nouveau Plan de Développement Economique et Social du pays pour la période 2022 à 2026 (PDES 2022-2026) dont le programme 5 est relatif à la réduction des inégalités de genre. Au niveau des Nations Unies, un nouveau Plan Cadre de Coopération sur la période 2023-2027 a été élaboré et signé avec le Gouvernement. Ce nouveau Plan de coopération va guider la contribution conjointe des Nations Unies aux priorités nationales définies dans le PDES pour les cinq prochaines années.

C'est dans cet environnement très changeant que le Programme Spotlight a été mis en œuvre en s'adaptant aux différents contextes. En effet, durant la période de la COVID-19, le Programme a réorienté ses stratégies pour servir les femmes et les filles survivantes de la violence dans le contexte de la COVID-19, grâce à un plan d'intégration des réponses aux conséquences de la



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



COVID-19 budgétisé qui a été soutenu par la Délégation de l'Union européenne, la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant pour validation au Comité de Pilotage du 22 Juillet 2020. De même, des mesures de mitigation ont été développées pour maintenir le contact avec les apprenants dont les hangars servant de lieu de causeries éducatives ont été emportés par les pluies. Ainsi, la mise en œuvre du plan d'accélération des activités et l'utilisation du tableau de bord de suivi trimestriels par pilier ont permis de mettre en œuvre les activités planifiées dans le plan de travail budgétisé du Programme Spotlight.

Malgré la transition démocratique paisible, le pays a été secoué par un coup d'Etat le 26 juillet 2023 conduit par le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP). Cette situation a eu pour conséquence la fermeture des représentations diplomatiques et le gel des financements extérieurs entraînant l'arrêt de la mise en œuvre des programmes de développement. Le programme Spotlight a aussi été impacté négativement par cette crise dans la mesure où les activités prévues à cette période ont été annulées compromettant l'atteinte des résultats d'ici la clôture finale du programme. De même, les activités des piliers 1 et 2 ont été suspendues pour les derniers trimestres de l'année 2023 conformément aux orientations de la Délégation de l'Union européenne au Niger. Le nouveau gouvernement mis en place n'a pas un ministère dédié aux questions de genre, ce qui a retardé l'exécution des activités et leur réorientation vers les communautés.

Concernant l'exécution financière, le taux global est estimé à 98% au 30 Aout 2023. En fonction des piliers, les taux les plus élevés se rencontrent respectivement au niveau du Pilier 3 et du Pilier 4. Cela s'explique par le fait que certaines agences ont dû utiliser le reliquat des fonds au niveau du Pilier 1<sup>6</sup> et Pilier 2 pour réaliser les activités de sensibilisation et le fonctionnement des cliniques juridiques.

En revanche, on enregistre les faibles taux d'exécution financière au niveau du Pilier 2 (71%) et du Pilier 1 (79%). Le constat est que ces deux piliers sont liés aux institutions. La situation socio-politique du 26 juillet a impacté négativement la mise en œuvre des activités des piliers.

---

<sup>6</sup> Lorsque le Médiateur est décédé, le Gouvernement n'a pas nommé son successeur. L'absence d'un représentant officiel au niveau de la Médiation de la République a entraîné un arrêt de l'organisation des campagnes de sensibilisation.



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



<b>Initiative Spotlight – Outcome areas</b>	<b>Taux execution au 30 Aout 2023</b>
<b>Pilier 1: Cadre juridique</b>	79%
<b>Pilier 2 : Institutions</b>	71%
<b>Pilier 3 : Prevention et changement des normes sociales</b>	104%
<b>Pilier 4 : Services</b>	102%
<b>Pilier 5 : Données</b>	94%
<b>Pilier 6 : Organisations féminines</b>	87%
<b>TOTAL</b>	<b>98%</b>



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



## Gouvernance et coordination du programme

### a) Comité de Pilotage (CoPiL)

Contrairement aux autres pays bénéficiaires de l'Initiative, le Comité de Pilotage au Niger est présidé par la ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE) la vice-présidence étant assurée par l'Ambassadeur de l'Union européenne, et la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies. L'Unité de Coordination du Programme Spotlight sous le leadership de la Coordonnatrice Résidente (CR) du Système des Nations Unies (SNU) appuie le ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPFPE) dans la tenue des réunions de Comité de Pilotage. Les autres membres du comité de pilotage sont : le Ministre de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales ; le Ministre de la Justice ; le Ministre des Finances ; le Ministre du Plan ; le Ministre de l'Enseignement Primaire ; le Ministre des Enseignements Professionnels et Techniques ; le Ministre des Enseignements Secondaire ; des représentant.es de la DUE, des représentant.es des quatre Agences bénéficiaires des Nations Unies, et des représentant.es des organisations/réseaux de la société civile.

#### ACTUALITES

### 3ème réunion du Comité de Pilotage de l'Initiative Spotlight au Niger. Des progrès encourageants enregistrés pour la première phase du projet !

Lancée en Novembre 2019, la première phase de mise en œuvre du projet Spotlight entièrement financé par l'Union Européenne au Niger va s'achever en décembre 2020.

Initié pour mettre fin aux violences basées sur le genre au Niger et plus précisément dans les régions de Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder, la première phase a déjà donné des fruits, malgré une révision nécessaire pour intégrer toute la dimension sociologique et culturelle de notre pays.

Mercredi 22 juillet 2020, les membres du comité de pilotage se sont donné rendez-vous à l'hôtel Radisson Blu de Niamey où ils ont échangé sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme. Il ressort de la documentation présentée, des résultats forts encourageants, qui sont le fruit d'un travail collaboratif et complémentaire abattu par les équipes du MPFP, les agences récipiendaires du Système des Nations Unies et leurs partenaires, notamment la société civile et la Délégation de l'Union Européenne.

Ainsi dans les quatre régions de mise en œuvre, les approches communautaires ont touché à titre illustratif, 40.593 personnes dont 27.600 femmes. 623 cas de

violences basées sur le genre ont été détectés et 234 filles ont repris le chemin de l'école.

Citant Madame Amina Mohammed, Vice-secrétaire générale des Nations unies, très fortement attachée à l'Initiative Spotlight, tant au Niveau global qu'au Niger, Monsieur Adama Moussa, représentant Madame Khadiata Lo Ndiaye, Coordonnatrice Résidente du système de Nations Unies au Niger, de dire : « Soyons clairs : la violence sexuelle - toute forme de violence - est tout simplement de la violence.

Il n'y a pas d'excuse.

Il n'y a pas de justification.

Et il doit y avoir une tolérance zéro.

Chacun d'entre nous doit se lever et s'exprimer.

Restons aux côtés de nos mères, de nos sœurs, de nos filles, de nos partenaires. ».

L'Ambassadrice de l'Union Européenne au Niger, Mme DENISA-ELENA IONETE, a salué l'engagement des différentes parties prenantes à ce programme pour l'importance qu'ils accordent au suivi de ce projet, qui est la condition sine qua non de sa réussite.

Denisa Elena Ionete de réitérer la disponibilité de son institution dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative Spotlight.



Une photo de famille après l'ouverture des travaux

« Fort de cet historique et de notre engagement commun, nous sommes à vos côtés et aux côtés de la population du Niger », a rassuré la diplomate européenne.

En ouvrant les travaux, la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, par ailleurs Présidente du comité de pilotage de l'Initiative Spotlight d'informer l'assistance des échos sur l'accueil favorable du projet par les communautés.

Mme Elback Zeinabou Tari Bako de rappeler l'importance qu'accordent les autorités au plus haut niveau à l'Initiative Spotlight : « Son Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger, Chef de l'Etat et Son Excellence Brigi Rafini, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, accordent une grande importance à

cette initiative, parce qu'elle cadre parfaitement avec l'ambition du Gouvernement du Niger qui est de créer pour toutes les nigériennes et tous les nigériens un cadre de vie paisible, sans violences et sans discrimination », a signalé, la présidente du comité de pilotage.

Pendant, ces résultats probants ont besoin d'être améliorés. Et pour atteindre les objectifs assignés par le projet dans sa seconde phase, les membres du comité de pilotage ont émis le vœu de voir améliorer ensemble le suivi-évaluation pour le plus grand succès du projet.

L'Initiative Spotlight a pour but de mettre fin aux violences sur le genre afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD 5) par le Niger.  
**Ibrahim Moussa**



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



De 2019 à 2023, quatre (4) réunions de comité de pilotage ont été organisées. Toutes ces rencontres du Comité de pilotage ont été présidées par la MPFPE qui était entourée de toutes les parties prenantes du Programme (CR, Agences des Nations Unies, partenaires de mise en œuvre) et de la Délégation de l'Union européenne (DUE).

- La première a eu lieu le 18 février 2019. Elle a permis de réviser le Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) en intégrant la Police dans les activités de sensibilisation, de maintenir la région de Tillabéri comme zone d'intervention bien qu'elle soit une zone d'urgence. Les principales décisions issues de cette rencontre sont :
  - o La validation du PTAB 2019 ;
  - o La soumission de la date de lancement au Cabinet du Premier Ministre ;
  - o Un plaidoyer doit être fait par la CR du SNU pour un renforcement des capacités du Ministère par l'Union Européenne ;
  - o La poursuite du mapping des acteurs intervenants dans le secteur des Violences basées sur le genre et de capitaliser leurs expériences.
- Le deuxième Comité de Pilotage tenu le 19 novembre 2019 a permis d'approuver le document de programme révisé, le Plan de Travail révisé et le budget sous réserve de la prise en compte des observations. Cette réunion a aussi été l'occasion de fixer la date de lancement officiel du programme par le Premier Ministre le 30 novembre 2019.
- La troisième réunion du Comité de Pilotage a été organisée le 22 juillet 2020. A la fin de cette rencontre, les mesures suivantes ont été arrêtées :
  - o La validation du ciblage des 60 communes et 300 villages d'intervention du Programme ;
  - o La validation du rapport narratif 2019 – sous réserve de la prise en compte des commentaires et suggestions ; La mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation pour mieux suivre la mise en œuvre du Programme et évaluer les apports du Spotlight ;
  - o L'adoption du calendrier d'élaboration du Plan de Travail Budgétisé de la deuxième phase du programme (2021-2022) ;
  - o L'opérationnalisation de la coordination des interventions au sein des piliers pour faciliter la synergie.



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- La quatrième rencontre du Comité de Pilotage a eu lieu le 1<sup>er</sup> février 2022. Le Comité de Pilotage a permis de :
  - o Valider les principaux livrables de la phase I et le niveau d'exécution financière ;
  - o Approuver le narratif de la phase II du Programme Spotlight ;
  - o Approuver les révisions des lignes budgétaires et des changements des UNDG codes qui ont été effectués par les agences suite à la prise en compte des activités liées à la COVID-19.

### **b) Groupe de référence national de la société civile (GRSC)**

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits de la femme constituent les principaux acteurs du changement dans le travail visant à mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. Ces organisations sont des principales portes d'entrée dans les communautés pour un changement positif durable des comportements en faveur de la promotion des femmes et des filles. En reconnaissance de ce rôle, le Programme Spotlight a mis en place un Groupe national de Référence de la Société Civile (GRSC) composé d'une diversité de groupes de femmes et de filles, y compris ceux qui sont confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination. Au Niger, le GRSC est passé de 16 Organisations de la Société Civile (OSC) en 2019 à 20 en 2023. Il est aussi composé des représentants des groupes confrontés à des formes multiples et croisées de discrimination à savoir les albinos, les personnes malvoyantes, les personnes à infirmité motrice cérébrale (IMC) et les personnes handicapées physiques.

Durant les quatre années de mise en œuvre de l'Initiative Spotlight, le GRSC a contribué à faciliter la participation de la société civile et la coordination entre les OSC, la Coordination Spotlight, les agences des Nations Unies et le MPFPE. Il a fortement soutenu la mise en œuvre des fonctions transversales, au suivi du programme à travers la participation aux rencontres et aux missions conjointes de suivi sur le terrain. Pour l'opérationnalisation du groupe, un plan d'action budgétisé à hauteur de \$20,000 a été élaboré et validé par l'ensemble des parties prenantes en 2020 avec l'objectif de mener des activités dans les domaines a) du suivi et évaluation participatif (S&EP), b) de la sensibilisation, c) de la communication et de la coordination efficaces avec les parties prenantes internes et externes.

La mise en œuvre de ce plan d'action a permis au GRSC d'atteindre des résultats importants. On peut citer entre autres :



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- L'élaboration de la [stratégie nationale de Suivi et l'Évaluation Participatifs](#) et la mise en œuvre d'un projet pilote sur le SEP. Le GRSC a mis en œuvre cette stratégie en développant les étapes du processus du S&EP à travers la désignation de points focaux S&EP, l'organisation des visites de terrain pour la collecte auprès des communautés des témoignages, des histoires de vie et des bonnes pratiques qui ont été utiles à la formulation des activités de la Phase II.
- Le développement d'un [tableau de bord à des fins de plaidoyer](#) (Advocacy Scorecards). Ce document est le résultat des efforts indépendants qui ont été menés pour assurer le suivi des processus et systèmes de Spotlight, avec une attention portée sur la participation, les mécanismes du financement, l'allocation des fonds et la mise en œuvre, en tenant compte de la réponse de Spotlight à l'égard de la protection intégrée des activistes.

Les résultats obtenus ont plaidé en faveur du GRSC pour la formulation d'un second plan d'action avec une hausse du budget. Ainsi pour la phase II, le budget octroyé au GRSC était de \$70,000 avec comme principaux domaines d'intervention a) S&EP, b) Communication, plaidoyer et sensibilisation, pendant la journée internationale des droits de la femme, les 16 Jours d'activisme, la journée internationale de la jeune fille, la mobilisation des artistes (musiciens, humoristes, slameurs) engagés contre les VBG et les formes de discriminations croisées et les actions à l'endroit des élèves et étudiants pour leur implication dans la lutte contre les VBG dans leurs régions et c) Coordination et plaidoyer aux niveaux régional, sous-régional et mondial.

L'un des résultats a été le renforcement des capacités des OSC dans les quatre régions d'intervention du Programme Spotlight a été la mise en place d'un pool de points focaux régionaux S&EP.

Le GRSC a participé à plusieurs fora d'échanges au niveau global, régional et inter-régional pour partager leurs expériences dans le cadre du pilotage du S&EP. Ci-dessous la liste des différentes rencontres auxquelles le groupe a pris part :

1. [Group of Friends for the Elimination of Violence against Women and Girls](#), 29 Janvier 2021
2. Echange du Secrétariat global sur l'engagement des GRSC en Afrique par le biais du suivi et évaluation participatif, 12 mai 2021
3. Annual Continental Coordination Platform for the AU member States implementing National Spotlight Programmes, 1er Juin 2021
4. Echanges global sur «Fostering civil society engagement through Participatory Monitoring and Evaluation», 3 Juin 2021



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



5. Réunion des points focaux du Secrétariat global sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes septembre et octobre 2021
6. Signature de la lettre ouverte à l'UE pour plaider en faveur de la poursuite du financement de spotlight 1 octobre 2021
7. Participation à l'enquête mondiale sur l'engagement et le partenariat avec les groupes de référence aux niveaux mondial, régional et national 8 octobre 2021
8. Echanges sur l'étude « Impact Modelling » de l'Initiative Spotlight, 20 octobre 2021
9. Forum de la Société Civile sur les bonnes pratiques du 6 au 7 juillet 2022 à Addis Abeba en Ethiopie
10. Forum de la Société Civile sur les bonnes pratiques du 9 au 10 août 2022 à Dakar au Sénégal
11. The Global Learning Symposium organisé à Cancun au Mexique du 16 au 18 septembre 2022
12. Forum sur le renforcement du mouvement des femmes pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest et centrale du 7 au 8 décembre 2022 à Abidjan, Côte d'Ivoire.

### ***c) Coordination inter-agence, comité technique et autres mécanismes de gouvernance***

#### **Bureau de Coordination du SNU**

La Coordonnatrice Résidente (CR) s'est beaucoup impliquée dans le suivi de la mise en œuvre des activités du Programme. Cela s'est reflété par l'intégration de l'Unité de Coordination Spotlight dans le Bureau de Coordonnatrice Résidente (BCR) à travers la participation aux réunions hebdomadaires. La participation à ces réunions a permis de partager les informations sur le programme Spotlight aux autres programmes conjoints et de renforcer les synergies entre les programmes conjoints, notamment le Fonds de Consolidation de la Paix, le Programme de Stabilisation au niveau des zones d'interventions.

L'engagement de la CR s'est aussi matérialisé par l'organisation des rencontres d'une part avec les chefs d'agences, et d'autre part avec l'Ambassadeure de l'UE pour apprécier l'état de mise en œuvre du Programme Spotlight en vue de prendre des décisions sur la durée de l'extension du programme et fournir des orientations stratégiques. De même, elle a participé à des missions de terrains (i) en compagnie de Madame l'Ambassadeure de la DUE pour s'enquérir des changements dans les communautés, (ii) avec Madame la MPFPE à Zinder pour apprécier le fonctionnement du centre multifonctionnel de prise en charge et échanger avec les bénéficiaires du programme.



# Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*





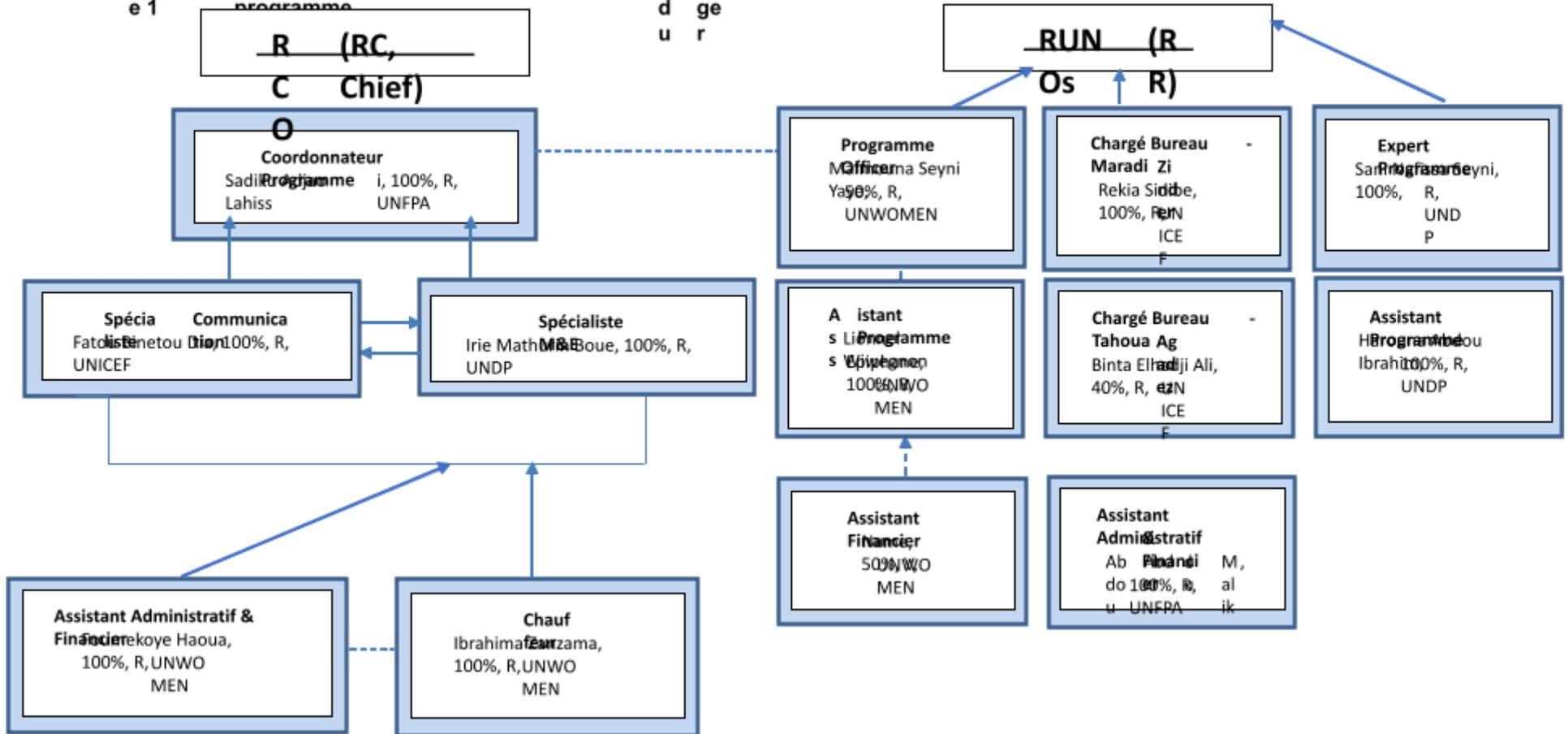
# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Figure 1 – Organigramme de l'équipe du programme

Niger





# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



## Coordination inter-agence

Conformément à la structuration du Programme Spotlight, chaque agence a été responsabilisée pour la coordination d'un pilier. Ainsi au démarrage du Programme en 2019, la configuration se présentait com e suit :

- Pilier 1 relatif au cadre légal et politique : coordonné par ONU FEMMES
- Pilier 2 sur le renforcement des institutions : coordonné par le PNUD
- Pilier 3 sur les normes sociales : coordonné par UNICEF
- Pilier 4 sur les services de qualité : coordonné par UNFPA
- Pilier 5 sur les données : coordonné par UNPFA
- Pilier 6 pour les groupements féminins : coordonné par ONU FEMMES

Cette coordination par pilier a permis d'assurer une programmation des activités, le suivi de la mise en œuvre, la coordination et le développement de synergies, même si la périodicité des rencontres de coordination par pilier n'a pas pu être maintenue. Toutefois, les agences leads des piliers ont organisé une rencontre qui a contribué à la préparation de l'évaluation à mi-parcours du programme.

Dans les régions, les coordinations mises en place autour du des Directions Régionales du MPFPE ont mieux fonctionné. En effet, les partenaires de mise en œuvre du Spotlight et les autres acteurs intervenant dans le domaine des VBG se sont rencontrés régulièrement au niveau pour partager les informations sur les activités en matière de VBG et l'intégration du genre, organiser des visites de terrain et de synergie d'interventions dans les réponses et la mobilisation de ressources additionnelles.

Au niveau cantonal sous le lead des chefs de cantons les acteurs se retrouvaient trimestriellement pour faire le point sur les actions menées les difficultés et mieux renforcer la synergie au profit des populations.

Au vu des résultats obtenus durant la phase I du programme, l'évaluation à mi-parcours et les échanges avec l'Union européenne ont recommandé la fusion des piliers 1, 2 et 5 en un pilier commun. Etant donné qu'aucune agence ne s'est proposée pour coordonner ce pilier commun, la coordination a été assurée par l'Unité de Coordination qui a œuvré pour la recherche de synergie et de lien entre les activités de ces piliers fusionnés. Par contre, les piliers restants ont conservé leur agence lead. Il s'agit du :

- Pilier 3 : UNICEF



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- Pilier 4 : UNFPA
- Pilier 6 : ONU FEMMES

La Coordonnatrice Résidente (CR) n'a ménagé aucun effort pour amener de façon régulière les Agences dans l'esprit de la Réforme des Nations Unies. Elle a attiré l'attention des chefs d'agence sur l'utilisation des résultats des études pour mieux orienter les interventions et de tenir compte du principe de « Leave No one behind ». Sous son impulsion, les agences ont élaboré un plan d'accélération des activités.

## Comité Technique (CoTech)



Photo de famille de la 2eme réunion du CoTECH Spotlight. De gauche à droite : les chefs d'agence de UNICEF, ONUFEMMES, la représentante de la DUE, le SG du MPFPE, la CRSNU et le chef d'agence de UNFPA.



# Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



Le Comité Technique (CoTech) est présidé par la Coordonnatrice Résidente du SNU et co-présidé par le Secrétaire Général du MPFPE. Il est composé des membres du Groupe Technique Genre et Droits Humains, les points focaux des Agences des Nations Unies, la DUE, le Représentant(e) des associations des victimes de VBG, le Représentant (e) élu des organisations et réseaux de la société civile, le Représentant(e) du cadre de concertation des intervenants en matière de VBG, le Conseil Islamique du Niger, le Représentant(e) des églises, le Représentant de l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN), les Représentants Ministères sectoriels, les Représentants la Police – la Gendarmerie – du Barreau National, les Représentants des personnes vivant avec un handicap et le Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC).

Quatre (4) rencontres du Comité Technique ont été tenues durant la période mise en œuvre du Programme. Ces CoTech ont permis de proposer des solutions pour relever les défis rencontrés et des ajustements dans la mise en œuvre du PTAB du Programme.

- La première réunion du CoTech a eu lieu le 14 février 2019. Elle a permis d'examiner et recommander l'adoption par le Comité de pilotage le PTBA 2019 de l'Initiative Spotlight sous réserves des amendements apportées sur le volet communication, le renforcement de la synergie d'action entre les quatre agences dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, l'appui institutionnel au MPFPE et la prise en compte de l'étude globale sur l'ampleur, la perception et les déterminants des VBG/PN.
- La deuxième tenue le 30 octobre 2019 a permis de réviser le Document de Programme en évitant les stéréotypes et préjugés socioculturels, en prenant en compte les approches communautaires réussies et les opportunités existantes. Ce CoTech a validé l'intégration de la dimension éducation de la jeune fille et la prise en charge du centre national de référencement des fistules. Le Plan de Travail Budgétisé (PTAB 2019-2020) a été révisé conformément aux observations du Gouvernement et aux orientations de l'Union européenne.
- La troisième réunion s'est tenue le 16 juillet 2020 en présence de tous les membres. Cette rencontre a permis de faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la deuxième réunion du Cotech, la validation du rapport annuel 2019 et de l'exécution financière.
- Le quatrième CoTech s'est tenue le 18 janvier 2022 et qui a permis de connaître le niveau de mise en œuvre des recommandations de la troisième réunion du CoTech, de présenter



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



les principaux résultats atteints, d'identifier les enseignements tirés de la phase I du Programme et les axes stratégiques retenus pour la Phase II, de partager les conclusions de la mission d'organisation et de fonctionnement des centres régions multifonctionnels de prise en charge holistique de Maradi et de Tahoua.

Toutes les recommandations issues des différents CoTech ont été soumises aux réunions de Comité de Pilotage pour adoption.

## ***d) Utilisation des outils inter-agences de la réforme de l'ONU***

Dans le cadre de la réforme des Nations Unies, un certain nombre d'outils a été développé pour opérationnaliser le Delivering As One (DaO). Au Niger, le Business Operations Strategy (BOS) a été élaboré pour réduire les coûts de transaction. Cela a concrétisé dans l'exécution des activités du Programme :

- La commande des équipements et des matériels pour la réhabilitation du Centre National de Référence des Fistules Obstétricales (CNRFO)
- Le local utilisé par l'Unité de Coordination du Programme a été partagé avec deux autres agences. Chacune a contribué aux charges (ICT, eau, électricité, gardiennage, loyer, service de nettoyage) de façon coordonnée, efficiente et efficace
- L'implication du Programme Spotlight dans la formulation du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies couvrant la période 2023-2027. Le Programme a apporté une contribution dans l'élaboration du programme phare dénommé SARAOUNIA en mettant à disposition les informations sur les résultats atteints, les leçons apprises et les défis à relever.
- La fusion de l'activité relative à l'étude sur le cadre légal par deux agences a permis de réduire considérablement les coûts. Ainsi le recrutement des consultants a été confié à une agence.
- L'appui à l'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) était prévu par deux agences. D'un commun accord, les agences ont proposé d'utiliser les procédures d'une agence pour le recrutement du cabinet d'étude. Cela a permis de réduire la durée du processus de recrutement et le coût pour chaque agence.

## **Partenariats du programme**



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



Les résultats obtenus durant la période de mise en œuvre du Programme Spotlight au Niger ont été possibles grâce aux solides partenariats établis entre les différentes parties prenantes (Gouvernement, Union européenne, Société civile). Ces partenariats ont été consolidés au fur à mesure des années de mise en œuvre pour la promotion et la protection des droits des femmes et des filles.

## **a) Gouvernement du Niger**

La collaboration avec le Gouvernement a été un des éléments centraux du succès du Programme Spotlight. Cela s'est concrétisé par une appropriation des différents ministères sectoriels impliqués dans la mise en œuvre du programme. De même, la coordination générale du programme par le Gouvernement a été un atout du renforcement de la cohérence et de la synergie d'intervention surtout au niveau du terrain.

- Le ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfance (MPFPE) et ses services déconcentrés des régions cibles du programme est un partenaire pour la mise en œuvre des activités visant le renforcement l'engagement communautaire en vue de l'élimination des VBG et autres pratiques néfastes à la santé et au bien-être des femmes et des filles des villages d'intervention ainsi que le renforcement des services régionaux pour une prise en charge de qualité des survivantes.

Le MPFPE appuie la mise en œuvre des activités de renforcement du cadre légal contre les VBG et la gestion des centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique des survivantes de VBG. Il mobilise aussi les autres ministères sectoriels clés et les institutions de l'Etat dans l'exécution des interventions. Le MPFPE a coordonné la tenue des réunions des organes de gouvernance dont il assure la présidence du CoPil. Au sein de ce Ministère, les directions centrales directement impliquées sont la Direction de la Protection des Droits des Femmes et la Direction du Plaidoyer, de la communication pour la protection de l'Enfant. Une cellule de coordination, de suivi et évaluation a été mise en place pour le Programme Spotlight. Le coordonnateur de la Cellule joue le rôle de point focal Spotlight au sein du MPFPE.

- Le ministère de l'Enseignement primaire et ses services régionaux déconcentrés pour les activités de mobilisation des acteurs du système éducatif sur le contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité et la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents. Au niveau déconcentré, le ministère travaille en synergie avec les services sociaux et les comités de protection de l'enfant pour assurer une meilleure prise en charge des survivantes



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- Le ministère de l'Enseignement secondaire pour la vulgarisation du contenu du décret présidentiel portant soutien, accompagnement et protection de la jeune fille en cours de scolarité auprès des acteurs de l'école. Ce partenariat a permis la mise en place d'un mécanisme de suivi, prévention et prise en charge des victimes des VBG, et le référencement des cas graves aux services compétents.
- Le ministère de la Justice, partenaire et porte d'entrée pour les réformes législatives nécessaires pour mieux protéger les personnes à risques et s'assurer que les auteurs soient poursuivis conformément aux textes en vigueur. Il appuie la mise en œuvre et la finalisation de l'étude sur le cadre légal et la mise en place de nouvelles réformes pour mettre les femmes et les filles à l'abri de toute forme de violence. Sur la base de son mandat de fournir des services juridiques et judiciaires, le ministère a été mobilisé à travers l'Agence Nationale pour l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ) tous les acteurs du secteur judiciaire (Magistrats, Procureurs, Présidents des Tribunaux, Greffiers, Défenseurs Commis d'Office) pour assurer la prise en charge juridique des femmes et des filles victimes de VBG dans les cliniques juridiques mises en place à cet effet.
- Le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) pour la mise en œuvre des activités relatives à la mise aux normes des écoles pour une bonne Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les villages cibles. Ce partenariat a consisté à la mobilisation sociale pour le changement des comportements et attitudes néfastes envers les femmes et les filles, et à l'implication dans l'élaboration des plans locaux de développement pour une meilleure prise en compte du genre et de la GHM. Il s'agit aussi de la réhabilitation des latrines et les dispositifs de lavage des mains dans les écoles selon les normes et procédures en vigueur.
- Le ministère de l'Intérieur à travers les cellules de protection des femmes et des mineurs de la police et les brigades de protection des femmes et des mineurs de la gendarmerie pour la gestion des cas et la collecte des données sur les VBG. La dénonciation et les enregistrements des cas de VFFF se font dans ces structures.
- Le ministère du Plan est un partenaire pour les questions de planification. Ainsi, il travaille pour le renforcement institutionnel vers une planification et budgétisation plus sensible au genre.
- Le ministère de la Santé publique, de la Population et des Affaires Sociales pour accroître la capacité opérationnelle de prise en charge médicale des survivantes de VBG référées dans les centres de santé et le traitement des Fistules Obstétricales.
- Le ministère de la Renaissance culturelle pour appuyer la mise en œuvre des activités relatives à la communication sur les questions de VBG. La renaissance culturelle s'appuie sur les valeurs traditionnelles nigériennes et les valeurs universelles pour l'édification d'un modèle de citoyen dont les comportements sont favorables à un développement socio-économique inclusif, participatif et durable. Il s'agit de promouvoir l'esprit civique et les valeurs citoyennes à travers des actions à la base menées en direction des familles, des écoles, de l'administration et des lieux publics.

### **b) Société Civile**



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



Le programme Spotlight a accru ses efforts pour renforcer son partenariat avec la société civile. En améliorant leurs capacités et connaissances sur les aspects techniques et sur le contexte local, les organisations de la société civile ont contribué à l'obtention des résultats et surtout aux changements de comportements positifs des communautés grâce aux actions de sensibilisation et de mobilisation des communautés réalisées.

L'Initiative Spotlight a étroitement collaboré avec vingt-deux (22) structures de la société civile prioritairement dirigées par les femmes, les filles et les leaders communautaires.

Ce sont :

- **03** organisations de défense des droits de la femme/OSC féminines dirigées par des femmes
- **11** organisations de défense des droits de la femme/OSC féminines mais non dirigées par des femmes
- **03** Organisations de femmes et de défense des droits des femmes
- **01** organisations de la société civile dirigées par des chefs traditionnels
- **04** OSC féministes

Une attention particulière a été accordée au renforcement des mouvements de défense des droits des femmes, y compris ceux des jeunes femmes leaders, par la création de plateformes d'échange de connaissances et d'informations renforçant leur capacité à avoir des impacts sur le processus décisionnel au niveau institutionnel.

## ***c) Délégation de l'Union européenne***



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



*SEM Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure de la Délégation de l'Union européenne avec la ministre de la Promotion de la Femme et la Protection de l'enfant lors de la réunion du CoPIL le 22.07.2020*

Le partenariat entre la Délégation de l'Union européenne (DUE) et les agences du SNU a été un important pour le suivi et la mise en œuvre du Programme. Bien que la collaboration ait été difficile au démarrage du programme, il convient de noter qu'elle a été franche et fructueuse ; et s'est matérialisée lors de la formulation de la Phase II du Programme. Durant cette étape, la consultation régulière de la DUE a permis de définir les axes stratégiques de la Phase II qui ont abouti à la fusion des piliers 1, 2 et 5 du Programme, et le maintien des autres piliers (3, 4 et 6) en raison de leurs impacts.

Au niveau des organes de Gouvernance du Programme, la DUE a pris une part active en fournissant des contributions significatives lors de la tenue des réunions du Comité Technique et de Pilotage du Programme. De même, les orientations de la DUE pour la phase II du Programme



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



ont été très utiles dans la restructuration du Programme en trois (03) piliers au lieu de six (06) comme au démarrage du Programme.

Trois missions terrain ont été organisées pour apprécier les changements observés auprès des bénéficiaires, des acteurs et des autorités locales des zones d'intervention. Du 7 au 9 juin 2021 à Maradi avec la participation de Madame l'Ambassadeure de l'Union européenne, Madame la Représentante Résidente de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). La mission a visité le Centre de Santé Intégré (CSI) de Tibiri pour apprécier la mise en œuvre du paquet de service de VBG dans le CSI, l'Espace Sûr et le Sultanat pour échanger sur le rôle des chefs traditionnels dans la lutte contre les mariages des enfants.

- Le 27 juillet 2021 à Tillabéri pour remettre les matériels de prévention de la COVID-19 aux partenaires d'exécution du Programme Spotlight et la visite du centre multifonctionnel de prise en charge des survivantes de VBG.
- Du 13 au 19 Mai 2022 dans la région de Zinder pour visiter (i) le Centre Multifonctionnel de prise en charge des VBG pour apprécier le fonctionnement effectif du centre avec le paquet de service ; (ii) l'Université de Zinder pour participer aux causeries de l'Initiative « FADA DES FILLES » ; (iii) le siège de la Fédération Nationale des Personnes handicapées, section de Zinder pour échanger avec les personnes handicapées.

Ces sorties sur le terrain ont permis à Madame l'Ambassadeure de l'Union européenne de voir les changements comportementaux enregistrés au niveau des filles de l'Espace Sûr (ILLIMIN), l'engagement et l'implication des chefs traditionnels dans la prévention des violences faites aux femmes et aux filles dans leurs localités. Il faut noter aussi la grande satisfaction de Madame l'Ambassadeure quant aux résultats atteints par Spotlight sur le terrain et surtout les changements visibles au sein des communautés touchées par les interventions.

### ***d) Coopération avec les autres agences du SNU au Niger***

Le Programme Spotlight a établi des relations de travail avec les autres agences du Système des Nations Unies au Niger dans l'esprit de la réforme des Nations Unies. Ainsi, le programme a collaboré avec l'OMS pour l'intégration des services de VBG (prise en charge médicale, prise en charge psycho sociale, prise en charge juridique) dans le CSI en utilisant les relais communautaires pour identifier et référencer les cas de paralysie flasque aiguë (programme OMS-UE) et sensibiliser sur les VBG et les services essentiels et en procédant au référencement des cas au CSI pour leur prise en charge.



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



Dans le cadre de l'étude nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG, le programme Spotlight a impliqué les agences des Nations Unies, notamment OIM, UNHCR, ONUSIDA, FAO, PAM, la Banque Mondiale et le Cluster VBG qui ont des avantages comparatifs dans le domaine des VBG pour prendre en compte leurs besoins et créer une adhésion dans la validation, l'acceptation et l'utilisation des résultats de cette étude.

Au niveau des régions, l'Initiative Spotlight en collaboration avec UNHCR a assuré la prise en charge des survivantes de VBG à travers l'unité mobile (sage-femme, gestionnaire des cas, psychologue dans les zones d'urgence).

### ***e) Autres partenariats et mobilisation des ressources***

#### **Chefferie traditionnelle**



*Café genre sur le rôle de la chefferie traditionnelle dans la prévention et la réponse aux VBG, organisé par ONUFEMMES en marge de la campagne des 16 jours d'activisme 2021*

Conformément à la nouvelle configuration du Programme Spotlight, un partenariat solide et productif a été établi avec l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN). Ainsi, le programme a fait d'eux des agents du changement en matière de normes sociales et pratiques néfastes. D'une manière générale, les chefs traditionnels ont intervenu ou ont été impliqués au niveau du :



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



- Pilier commun (1, 2 et 5) pour faciliter et promouvoir l'amélioration du cadre légal et législatif en faveur de la promotion des femmes et des filles, pour collecter les données sur les cas de violences enregistrés au niveau de leur localité
- Pilier 3 pour sensibiliser et encourager leurs communautés à adopter des comportements positifs en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles
- Pilier 4 pour les informer de l'existence des services essentiels de prise en charge des survivantes de VBG et de servir de porte d'entrée pour la réception et le référencement des cas de violences vers les services de prise en charge dans leur région.

La prise en charge de la chefferie traditionnelle dans le dispositif communautaire a permis d'encourager plus de survivantes des violences à dénoncer les auteurs. Les sorties cantonales et les mobilisations sociales ont été efficaces grâce aux informations et connaissances acquises par les chefs traditionnels. Leur implication et engagement dans la prévention au niveau communautaire est un élément prometteur de l'appropriation et de la durabilité des acquis du programme dans leurs localités.

## La Médiature de la République

**Mettre fin aux violences faites aux femmes et filles**  
Le médiateur de la République plaide la révision des cadres juridiques !

**CÉLÉBRATION R.45 DU 8 MARS : LES FILLES PRENNENT LE POUVOIR À SAVE**  
THE CHILDREN NIGER

**Terrorisme : R.8**  
Le Burkina Faso et le Mali dans l'expectative !

**"Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie"**  
Albert Loandres

N°300 du 16 Mars 2022  
Email: [indpendantplus@proton.fr](mailto:indpendantplus@proton.fr)  
RC/MIN/A/971  
NIP:1908/GS  
Prix: 300F  
[www.indpendantplus.com](http://www.indpendantplus.com)  
Sijet: Niamey Niger  
Hébergement: Nigeria-Dakar/ivoire et Informations Gratuites  
Tel: 00229 9630100/02010068.00.24  
92.77.01.50

Quotidien L'Indépendant Plus N°300 du 16 Mars 2022

**Nation**

**Mettre fin aux violences faites aux femmes et filles**  
**Le médiateur de la République plaide la révision des cadres juridiques !**

L'hôtel Radisson Blu de Niamey a servi de cadre pour la cérémonie de clôture d'une vaste campagne de sensibilisation pour mettre fin aux violences faites aux femmes et filles au Niger.

peéme, des Forces de Défense et de Sécurité, a été une occasion pour le médiateur de la République de remettre officiellement au premier vice-président de l'Assemblée nationale M. Kalla Ankouma, une déclaration dite de Niamey. S'adressant à l'assistance le médiateur de la République Me Ali Sirifi Maiga de dire qu'il peut compter sur l'engagement des députés nationaux et leur adhésion à cette cause et qu'il reste persuadé que chacun des députés, aura les outils nécessaires de protection et de promotion des valeurs communes à toute l'humanité, à savoir la promotion et la protection des droits de la femme et de la jeune fille, scolarisée ou non.

La cérémonie de remise de la déclaration dite de Niamey aux parlementaires a été suivie le samedi 12 mars 2021 d'une marche au niveau de la place de la concertation qui s'est achevée une remise symbolique de la « déclaration nationale » au 1er vice-Président de l'Assemblée Nationale par le Médiateur accompagné des femmes hommes de la Société civile, des membres du Gouvernement, des leaders communautaires, des élus locaux et des parlementaires et des jeunes. Le contenu de cette déclaration nationale porte sur l'actualisation du Cadre juridique protégeant les femmes et les filles des violences avec pour objectif global de contribuer à l'amélioration du cadre légal et son application effective en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

La violence à l'égard des femmes et des filles est l'une des violations des droits de l'homme les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices au monde. Elles constituent des obstacles majeurs à l'accomplissement des droits des femmes et des filles et à la réalisation des objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies. L'Initiative Spotlight a pour objectif d'éliminer, d'ici à 2030, toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

Moussa Ibrahim

Le Programme Spotlight a collaboré avec la Médiature de la République dans le cadre de la mise en œuvre de Pilier 1 sur le cadre légal. L'Initiative Spotlight a permis d'engager le Médiateur de la République dans les campagnes de plaidoyer dans les régions pour sensibiliser les autorités locales, les chefs traditionnels et religieux sur la nécessité de réviser/actualiser le cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre les violences. Ce partenariat a été essentiel pour



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



influencer positivement les conclusions de l'étude sur le cadre légal qui ont été prises en compte dans la révision du code pénal et du code des procédures pénales.

### Spotlight Girls Advocates



*Deborah et Nana, venues représenter les Spotlight Girls Advocates lors du café genre organisé par ONUFEMMES dans le cadre des 16 jours d'activisme en 2020.*

Durant la pandémie de la COVID-19, le programme Spotlight a mis en place le mouvement des « Spotlight Girls Advocates ». Ce sont des jeunes femmes âgées de 18 à 30 ans, qui, grâce à leurs expériences personnelles appellent à plus d'équité pour les filles et réclament plus d'opportunités pour les femmes et les filles, à travers une meilleure valorisation de la fille dès le jeune âge, l'éducation et à l'accès aux soins et services de santé. Elles ont pris une active dans les événements de haut niveau en mettant en exergue leurs histoires de vie pour sensibiliser les autres jeunes filles du potentiel qu'elles possèdent. En effet, lors de son passage au Niger en 2020, Madame Amina J Mohammed, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies a reconnu la nécessité de disposer des jeunes filles comme porte-parole de la lutte contre les VBG et surtout montrer l'exemple de réussite de ses jeunes à leurs homologues.

### Médias et des journalistes

Dans le cadre du pilier 6, l'Initiative Spotlight a établi un partenariat avec les journalistes et les médias y compris les blogueurs et les jeunes journalistes pour une large diffusion des informations sur les VBG. Cette collaboration a permis d'une part d'accroître leurs connaissances



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



sur le VBG, de les engager dans la campagne pendant la Campagne de 16 Jours d'Activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes et d'autre part de mettre en place un réseau de journalistes et de médias engagés dans la promotion de l'égalité des sexes et la lutte contre la VBG. Leurs actions ont contribué à changer les perceptions et les attitudes négatives des populations sur les VBG.

## **Résultats**

### **a) Capturer des changements plus larges à travers les résultats**

Les VBG et les pratiques néfastes à la santé des femmes et des filles sont des phénomènes qui découlent de la persistance des normes sociales et de genre ancrées dans les coutumes des communautés. Elles entraînent des conséquences dévastatrices sur les femmes et les enfants en particulier, ainsi que sur leur famille et leur communauté. La mise en œuvre de l'Initiative Spotlight a permis de faire des investissements dans tous les secteurs pour des changements transformationnels et comportementaux en faveur de la promotion des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles.

L'Initiative Spotlight a contribué aux progrès dans la protection des droits des filles et de l'égalité de genre. Ces progrès sont traduits par des changements notables de comportements favorables au sein des communautés et surtout une réduction significative du mariage des enfants<sup>7</sup> et au retour à l'école des filles. Bien qu'il n'y ait pas d'évidence, il est trop tôt pour mentionner un impact négatif du coup d'Etat militaire du 26 juillet 2023 sur ces progrès. Mais, il est nécessaire de noter que cette crise politique a empêché le programme de mieux capitaliser sur les résultats réalisés au cours des quatre années de mise en œuvre. Ces résultats ont été obtenus par la conjugaison des efforts de tous les partenaires d'exécution et l'utilisation de l'approche holistique dans l'offre des services aux survivantes de VBG.

- 300 Comités Villageois de Protection de l'Enfant (CVPE) et les 15 centres d'écoute qui ont été mis en place ont pris en charge 13 357 cas de VBG tous types confondus
- Les cellules de protection des femmes et des mineures de la police et de la gendarmerie et leur 222 points focaux ont assuré l'écoute, l'accompagnement juridique et judiciaire et le référencement vers d'autres services à 17 822 personnes survivantes de VBG

---

<sup>7</sup> La prévalence nationale du mariage des enfants a connu une baisse passant de 76% en 2012 (EDSN, 2012) à 65% en 2021 (ENAFEME). L'Initiative Spotlight a contribué à ce résultat par les activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire réalisées dans les localités.



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- 25 Cliniques juridiques ont été installées autour des 22 CSI qui ont été renforcés avec des travailleurs sociaux et des psychologues et ont fourni un support psychologique et légal à 327 personnes, 982 cas de VBG et 325 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires dont 278 ont fait l'objet d'une décision de justice
- 4 centres régionaux multifonctionnels de prise en charge holistique ont été réhabilités dans les régions Spotlight. Les centres de Maradi, Zinder et Tillabéri ont pris en charge 391 cas de VBG
- 1355 femmes et filles survivantes des régions d'intervention du Programme qui ont bénéficié de renforcement de capacités ont été réinsérées économiques à travers l'octroi des activités génératrices de revenus (embouches, petit commerce, maraîchage, transformation agro-alimentaire, kit de fabrication de savon et cosmétique. Etc.)
- 22 plateformes multifonctionnelles (PTFM) destinées à alléger des tâches domestiques des femmes ont été installées dans 22 villages et des comités de gestion de ces PTFM ont été créés et formés avec 218 membres au total. Ainsi, 3 300 femmes ( survivantes de VBG ou non) qui ont bénéficié de ces investissements communautaires à travers les 22 PTFM ont amélioré leur niveau de revenus et se remettent de la violence subie.

Après quatre ans de mise en œuvre, l'Initiative Spotlight a enregistré des avancées notables dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. Le Programme a investi dans l'amélioration du cadre légal et politique d'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, y compris les pratiques néfastes avec la validation de l'étude sur le cadre légal. Les recommandations de cette étude ont contribué à la révision du code pénal et du code des procédures pénales.

L'engagement de la chefferie traditionnelle est un facteur indéniable du changement obtenu au niveau des communautés. La participation des chefs traditionnels aux actions de sensibilisation sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, y compris des messages véhiculés sur le mariage des enfants leur a permis de se positionner comme des acteurs clés de la promotion des droits des femmes et des filles. L'Initiative Spotlight a inclus les chefs traditionnels et les structures communautaires dans les mécanismes de référencement mis en place dans les régions, garantissant ainsi un accès effectif à des soins appropriés et à des voies de recours efficaces.

Des changements notables ont été enregistrés dans la façon de travailler des agences des Nations Unies. L'Initiative Spotlight a contribué à renforcer la coordination inter-agence et régionale par la tenue des réunions de coordination et la synergie d'intervention sur le terrain pour éviter les duplications des actions. Les différentes réunions tenues ont permis d'échanger sur la mise en œuvre des activités, de consolider les relations entre les parties prenantes et de fournir des solutions aux difficultés rencontrés sur le terrain. De même, les missions conjointes ont été un



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



instrument utile pour les agences de communiquer d'une seule voix et de renforcer la complémentarité.

L'utilisation de l'approche communautaire a favorisé une amélioration des connaissances des communautés sur les concepts des VBG et les pratiques néfastes. Ce changement a permis d'accroître la dénonciation des cas de VBG. Un accent particulier a été accordé à l'implication de la jeunesse dans la lutte contre les VBG. Ainsi, des initiatives des jeunes ont contribué à établir des changements de mentalités et introduire des solutions innovantes en matière de communication sur les VBG.

L'Initiative Spotlight a contribué à la disponibilité de données fiables sur les VBG. En effet, un système informatisé de collecte et de gestion de données a été mis au de la Police et de la Gendarmerie. Aujourd'hui, les forces de l'ordre ont renforcé leur prestige auprès de la population et cela a amélioré la fréquence des commissariats de police et les brigades de gendarmerie pour les dénonciations.

Enfin, l'adoption de l'approche holistique en matière de prise en charge a permis une implication de tous les acteurs au niveau régional et communautaire, et un renforcement conséquent de la collaboration des différents services. Cela a contribué à améliorer les connaissances et la compréhension des populations sur l'existence des services essentiels de prise en charge des VBG. L'appui de Spotlight a amélioré la qualité des centres de prises en charge.

### ***Rapport sur la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation participatifs (PME)***

Le pilotage de la stratégie de Suivi et Evaluation Participatif (SEP) a commencé en 2020 avec le Groupe National de Référence de la Société Civile. Ce pilotage s'est appuyé sur une approche basée sur les droits de l'homme en assurant un engagement significatif des parties prenantes locales dans le processus de conception et de mise en œuvre des actions. Les étapes clés du processus de SEP ont été mises en œuvre à travers l'organisation de plusieurs missions de terrain par le GRSC.

#### **a. Identification des participants et détermination des objectifs du SEP**

Cette étape a consisté à désigner un point focal SEP au sein du GRSC afin de fournir l'expertise sur les questions liées à l'engagement de la société civile dans le domaine du suivi et évaluation. Une approche participative a été utilisée pour échanger sur les termes de référence des missions conjointes de suivi en vue de valider les objectifs des missions et les outils de collecte de données, et de choisir la période idéale pour réaliser ces missions en prenant en



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



compte la présence des bénéficiaires dans leur leurs localités. Ces préoccupations sont prises pour respecter le principe de « Ne laisser personne de côté ».

## **b. Planification du processus de SEP et sélection d'indicateurs / objectifs de reporting**

A ce stade, deux outils pilotes utilisant les techniques de SEP [«The Most Significant Change»](#) et [«Outcome harvesting»](#) ont été développés lors de la première mission de collecte des données sur le terrain. Il convient de noter que les conclusions de la mission pilote a permis de choisir l'outil [«The Most Significant Change»](#) qui était le plus adapté aux objectifs de la mission et au contexte du Niger. Les autres missions de terrains organisées ont utilisé ces outils en l'adaptant aux objectifs des différentes missions.

## **c. Collecte de données**

Quelques soient les missions organisées, les quatre régions de mise en œuvre du Programme ont été concernées. Contrairement à la première mission qui a été réalisée par les membres du GRSC, les autres ont vu la participation des partenaires de mise en œuvre et des agences des Nations Unies pour échanger avec les acteurs et les communautés locaux en vue de recueillir des témoignages directs, des histoires de changement, des leçons apprises et les bonnes pratiques promues par l'Initiative Spotlight dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles dans les zones d'intervention.

## **d. Analyse des données**

L'analyse des données collectées a été faite par les membres de l'équipe de mission par région avec une consolidation des principales constatations. Ces informations ont été utilisées dans les différents rapports annuels de Spotlight et contribué au tableau de bord à des fins de plaidoyer surtout la première mission de terrain du GRSC. En écoutant les bénéficiaires du programme, les changements de comportements positifs ont été mis en lumière, comme le montrent les propos ci-dessous

*« A l'Espace sûr j'ai appris tellement de choses sur les VBG, l'hygiène menstruelle, la santé sexuelle et reproductive, mais aussi mes droits et responsabilités. Avant j'étais ignorante mais maintenant je sensibilise mes sœurs. »*

**-Participant de l'Espace sûr de Zinder-**

*« Après avoir bénéficié d'un kit animalier, je me sens plus indépendante et autonome. Maintenant, dans ma famille et ma communauté, on m'écoute et on m'inclut quand il faut prendre des décisions. Avant, j'étais invisible.»*



**Initiative  
Spotlight**

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



### **-Bénéficiaire des kits animaliers-**

*« Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant est satisfait de cette mission conjointe qui a permis de mesurer le niveau de mise en œuvre des activités Spotlight dans les quatre régions. Cependant, certains recadrages sont nécessaires et il nous faut renforcer la synergie entre acteurs qui interviennent dans la réponse aux violences faites aux femmes et aux filles. Nous remercions et félicitons toutes les équipes pour avoir tenu le rythme en quelques semaines. »*

**Ing. Amadou Ouabanaize, DEPS et coordonnateur de la Cellule nationale Initiative Spotlight Niger.**

#### **e. Communication des résultats et définition des actions à entreprendre**

Après les différentes missions, des rencontres de restitutions des résultats sont organisées. D'abord au niveau local, un feedback est fait aux communautés et aux partenaires locaux en mettant en évidence les résultats clés, les bonnes pratiques et les problèmes détestés sur le terrain. Ensuite au niveau de Niamey, une réunion est organisée avec toutes les structures ayant pris part aux missions de terrain pour tirer les leçons de la mise en œuvre du programme. Plusieurs recommandations sont formulées à l'attention des partenaires de mise en œuvre, les ministères sectoriels et les agences des Nations Unies pour améliorer l'exécution du programme.

Il faut retenir que ces missions ont été une opportunité pour l'ensemble des acteurs de visiter les interventions, de juger la pertinence du programme et des changements induits par les témoignages et les histoires de changements recueillis auprès des populations.

L'une des recommandations des missions était de mettre en place des points focaux régionaux du GRSC pour faciliter la collaboration et la participation de la société civile au niveau régional et local. Cette recommandation a été mise en œuvre à travers l'organisation de sessions de formation dans les quatre régions de Spotlight. Les sessions ont porté sur le concept de SEP, la méthodologie et les outils de SEP et la désignation de points focaux régionaux. A l'issue de ces formations il a mis en place dans chaque région un comité régional de la société civile composé de six points focaux. L'implication et l'engagement de ces points focaux régionaux sont un gage de durabilité.



**Initiative  
Spotlight**

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



## **b) Capturer le changement au niveau des résultats**

### **Pilier commun : Cadre Légal, Politique, Institutions et Données**

#### ***Un cadre législatif renforcé pour prendre en compte davantage les VBG***

Le programme Initiative Spotlight, à travers la réalisation en 2021 de l'étude comparative et analyse du cadre législatif national en lien avec les violences, les droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) des femmes et des filles et les pratiques néfastes (PN) au et le plaidoyer mené (y compris la campagne nationale du Médiateur de la République), ont permis de doter le Niger de dispositions juridiques qui protègent mieux les femmes et les filles des VBG. En effet, les conclusions de l'étude ont mis en exergue les faiblesses et lacunes des dispositifs en place et permis de formuler des recommandations qui ont servi de support pour le plaidoyer en faveur des réformes légales. C'est ainsi qu'en 2022, le Niger a entrepris un exercice de relecture de son code pénal afin de les aligner sur les normes internationales, ce qui a été l'occasion d'intégrer les recommandations de l'étude dans le document de projet de texte qui doit suivre les prochaines étapes pour acter la révision du code. Le code pénal a ainsi été enrichi pour, non seulement, prendre en compte certains aspects non couverts, mais aussi, clarifier l'existant<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> On peut noter, entre autres : i) le renforcement de l'article relatif aux coups et blessures volontaires pour augmenter les peines et amendes, (art 286) et le harcèlement sexuel (art 384), ii) l'introduction d'un nouvel article qui porte sur les violences psychologiques (292) ; iii) le renforcement de l'article 300 portant sur les MGF avec un doublement des amendes et des peines si elles sont pratiquées sur des enfants de moins de 18 ans ; iv) la redéfinition des pratiques esclavagistes (article 360) et l'élargissement à d'autres pratiques assimilables ; v) l'introduction d'une nouvelle section V sur les actes considérés comme de la torture ou d'autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, avec une aggravation des peines lorsque la victime est un enfant de moins de 18 ans, une personne handicapée, une femme enceinte ou âgée de plus de 65 ans (article 304) vi) l'instauration d'une amende pour refus d'inscrire un enfant à l'école ou suspension de sa scolarité, y compris pour motif de mariage (art. 331) ; vii) le doublement de la peine applicable en cas de détournement des mineurs ; viii) l'introduction d'une nouvelle disposition permettant de poursuivre en cas de mariage avant l'âge légal (art. 333) ; ix) la redéfinition et l'aggravation des peines relatives au harcèlement (384) et au viol ; x) l'introduction d'une section relative au protocole additionnel de la CDE sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants (article 409) et de l'article 410 qui renforce la définition de l'enfant conformément à la CDE ; xi) l'autorisation de l'interruption volontaire de grossesse (article 426) en cas de viol et de grossesse par acte incestueux xii) l'introduction de nouveaux articles sur le crime contre l'Humanité (226) les crimes de guerre (262) et les enfants associés aux groupes armés considérés comme des victimes. On peut noter, entre autres : i) le renforcement de l'article relatif aux coups et blessures volontaires pour augmenter les peines et amendes, (art 286) et le harcèlement sexuel (art 384), ii) l'introduction d'un nouvel article qui porte sur les violences psychologiques (292) ; iii) le renforcement de l'article 300 portant sur les MGF avec un doublement des amendes et des peines si elles sont pratiquées sur des enfants de moins de 18 ans ; iv) la redéfinition des pratiques esclavagistes (article 360) et l'élargissement à d'autres pratiques assimilables ; v) l'introduction d'une nouvelle section V sur les actes considérés comme de la torture ou d'autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, avec une aggravation des peines lorsque la victime est un enfant de moins de 18 ans, une personne handicapée, une femme enceinte ou âgée de plus de 65 ans (article 304) vi) l'instauration d'une amende pour refus d'inscrire un enfant à l'école ou suspension de sa scolarité, y compris pour motif de mariage (art. 331) ; vii) le doublement de la peine applicable en cas de détournement des mineurs ; viii) l'introduction d'une



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



Par ailleurs, le cadre légal de protection et maintien de la jeune fille scolarisée a été renforcé avec la signature de l'arrêté conjoint n° 000025/MEP/A/PLN/EC/MES/MEP/T du 04 février 2019 modifié par l'arrêté n°00335 du 22 août 2019<sup>9</sup> précisant les conditions de protection, de soutien et d'accompagnement de la jeune fille en cours de scolarité. La modification de l'arrêté a porté sur l'introduction d'une obligation pour les chefs d'établissement et directeurs d'école de signaler tous les cas de violences sur les filles, les sanctions ont été prévues en cas de non-respect des dispositions de l'arrêté et le non-retour de la jeune fille à l'école après l'accouchement au cas où celle-ci se retrouverait enceinte. (Dispositions intégrées dans le code pénal révisé).

### **Planification sensible au genre renforcée**

Le renforcement des capacités dans le cadre du programme Spotlight (formation des formateurs sur la Planification et budgétisation Sensible au Genre (PBSG), et la production d'outils) a permis de mettre en place d'un pool de 30 formateurs outillés en PBSG/VBG issus des 10 Ministères clés qui ont renforcé les capacités de 278 membres (dont 35 femmes) des Cellules Genre des ministères sectoriels. Grâce à ces formations, ces personnes sont capables de planifier, de budgétiser, d'évaluer les besoins à adresser et d'analyser les documents de Politiques et Stratégies de leur secteur en tenant compte du genre, des discriminations d'égalité et d'équité afin de mieux conseiller les décideurs et les exécutants. A la date d'aujourd'hui, neuf communes sur 14 ont pris en compte la Gestion Hygiène Menstruelle (GHM) dans les plans locaux Eau et Assainissement (PLEA) et seulement la commune rurale de Dogueraoua (région de Tahoua) a pris en compte la GHM dans son Plan de Développement Communal. Ces changements se sont reflétés aussi dans la formulation du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026 dans lequel les questions de genre ont été largement prises en compte avec le programme 5 qui porte sur la réduction des inégalités de genre.

Des progrès ont été enregistrés pour l'institutionnalisation de la PBSG. Au cours d'une journée parlementaire, 110 députés et 21 cadres techniques de l'Assemblée Nationale dont sept (07) femmes ont sensibilisé sur la PBSG pour faciliter le rehaussement des allocations budgétaires dédiées aux actions d'élimination des VBG au niveau des ministères sectoriels. Cette journée s'est terminée par la signature d'une résolution pour la prise en compte du genre dans les plans, les budgets et les politiques nationales.

---

nouvelle disposition permettant de poursuivre en cas de mariage avant l'âge légal (art. 333) ; ix) la redéfinition et l'aggravation des peines relatives au harcèlement (384) et au viol ; x) l'introduction d'une section relative au protocole additionnel de la CDE sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants (article 409) et de l'article 410 qui renforce la définition de l'enfant conformément à la CDE ; xi) l'autorisation de l'interruption volontaire de grossesse (article 426) en cas de viol et de grossesse par acte incestueux xii) l'introduction de nouveaux articles sur le crime contre l'Humanité (226) les crimes de guerre (262) et les enfants associés aux groupes armés considérés comme des victimes.

<sup>9</sup> [Arrêté N° 00335 du 22août 2019](#)



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



L'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) a été renforcé à travers la formulation d'un plan stratégique pour les cinq prochaines années.

### ***Disponibilité de données de qualité sur les VBG***

L'Initiative Spotlight a permis au pays d'actualiser les données sur les VBG et les pratiques néfastes avec la réalisation de deux études : (i) enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG en 2021 et (ii) étude sur les discriminations croisées auxquelles font face les femmes et les filles au Niger en 2020. Les résultats de ces études ont permis aux acteurs de mise en œuvre d'informer la planification et la prise de décision.

Pour mesurer l'incidence des VBG, la disponibilité des données de routine de qualité s'est considérablement améliorée. En effet, un système de gestion d'information contextualisé a été mis en place à la police et la gendarmerie pour permettre de disposer des informations sur les survivantes de VBG et de les orienter vers les autres services essentiels de prise en charge. Il en est de même au niveau de la justice où les magistrats ont été outillés sur la gestion et la collecte des données. L'opérationnalisation de ce système a reposé sur le renforcement continu des capacités des acteurs. Au total, ce sont 70 gendarmes, 86 policiers et 223 personnels de la justice qui ont vu leurs capacités renforcées sur les typologies des VBG, la collecte et la gestion des données ; ainsi que 42 acteurs (gestionnaires des cas, gestionnaires des données des ONG et des services techniques) formés sont capables d'utiliser le système d'information GBVIMS.

### **Pilier 3 : Prévention et changement des normes sociales néfastes**

Les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes à la santé des femmes et des filles sont des phénomènes qui découlent de la persistance des normes sociales et de genre ancrées dans les us et coutumes des communautés. Celles-ci les acceptent et les considèrent comme le cadre normal de la vie, la société nigérienne étant, dans sa majorité, patriarcale. Pour pouvoir progresser vers l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, il était, de ce fait, essentiel de combiner plusieurs stratégies pour, d'une part, éveiller la conscience sur les actes qui constituent une violence à l'égard des femmes et des filles, mais aussi amener les victimes à chercher réparation et justice. La mise en œuvre du programme Initiative Spotlight a permis de réaliser des investissements en faveur de la transformation des normes sociales, des attitudes et des comportements aux niveaux communautaire et individuel en travaillant avec plusieurs acteurs, notamment les femmes et les adolescentes, les hommes et les adolescents, les décideurs communautaires et religieux, les dirigeants, les journalistes et autres parties prenantes influentes. Ces investissements ont été concentrés sur l'engagement communautaire et les interventions communautaires de changement social et comportemental impliquant les chefs traditionnels et autres décideurs qui sont considérés comme essentiels pour éliminer les violences



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



et les pratiques néfastes. Une stratégie de communication a été élaborée pour mieux adresser les solutions au vu des différents facteurs.

### ***Des leaders traditionnels et religieux favorables à l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles***

Le programme Spotlight a contribué à faire baisser la prévalence du mariage des enfants au Niger (76,3% (EDSN 2012) à 65% (ENAFEM 2021)) à travers les interventions soutenues au niveau communautaire, notamment l'implication de la chefferie traditionnelle.



*Les initiatives en faveur de la lutte contre les VBG et le mariage des enfants, prises par l'Honorable Abdou Bala Marafa, Sultan du Tibiri Gobir (région de Maradi), présentées par son secrétaire particulier la veille de l'intronisation de deux femmes dans son gouvernement traditionnel pour prendre en charge les VBG, la scolarisation des filles et la lutte contre le mariage des enfants.*

Les leaders traditionnels et religieux ont été au cœur de toutes les interventions au niveau communautaire, en raison du rôle crucial qu'ils jouent encore au Niger pour faire évoluer les normes et les comportements autour des questions de genre et des pratiques néfastes. 40 chefs traditionnels et 60 chefs religieux des régions de Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder ont ainsi vu leurs connaissances accrues sur les questions des droits des femmes et des filles, les conséquences des violences et pratiques traditionnelles néfastes et la nécessité d'y mettre fin pour le bien-être de toute la communauté. Des changements encourageants sont visibles déjà à leur niveau où, pour la première fois dans l'histoire de la chefferie traditionnelle au Niger, certains chefs traditionnels ont nommé au sein de leur cour réservée traditionnellement aux seuls hommes, des femmes référentes pour s'occuper des problèmes de VBG, du mariage des enfants



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



et de la scolarisation des filles. Il faut noter que compte tenu de l'éloignement des services de police et de justice, le premier recours des victimes restent les chefs traditionnels. Les campagnes de sensibilisation portant sur les normes sociales néfastes et les stéréotypes sexistes animées par les chefs traditionnels accompagnés de leurs religieux ont permis de **toucher 835 246 personnes dont 252 513 hommes, 275 907 femmes, 160 490 filles et 146 336 garçons.**

Quatre ans après le lancement de l'Initiative Spotlight, il a été jugé opportun de célébrer la réussite en primant les villages. La démarche de sélection retenue vise à récompenser les villages modèles qui se sont faits distinguer à travers des actions et engagements en faveur de l'élimination des violences et des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles et leur attribuer des prix d'encouragement. Plusieurs critères ont été utilisés dont entre autres : présence au moins 3 agences dans le village ; existence d'un comité villageois de protection de l'enfant opérationnel (mettant en œuvre un plan d'action et tenant des réunions régulières) ; zéro accouchement à domicile notifié dans le village ; au moins 45% des effectifs des écoles du village sont des filles ; aucune fille mariée avant l'âge de 15 ans depuis 2019 ; existence de para juriste communautaire actif ; village couvert par une clinique juridique ; présence effective des femmes et des filles dans les mécanismes communautaires existants (COGES ; COFOCOM. ASSEMBLEE VILLAGEOISE) ; engagement des autorités coutumières et religieuses à lutter contre les pratiques néfastes et les VBG à travers leurs actions. Au terme de la sélection au niveau de 2 régions sur les 4 cibles, 6 villages retenus ont reçu des prix symboliques pour récompenser leurs efforts soit 3 villages par région. Ces prix sont composés des kits pour des activités génératrices de bénéfices durables qui seront conduites par les femmes et les filles du village. Une partie des bénéfices viendront alimenter la caisse du comité villageois de protection pour ses activités de prise en charge des cas.

### ***Des communautés favorables à l'élimination des violences à l'égard des femmes et des filles***

Outre les leaders traditionnels et religieux, le programme Spotlight a soutenu des interventions visant à promouvoir des normes, attitudes et comportements équitables, notamment en ce qui concerne la Santé Sexuelle et Reproductive des femmes et des filles. La mise en œuvre de l'approche communautaire de la protection de l'enfant a permis de renforcer les capacités, les connaissances et compétences des femmes, des filles, des hommes et des garçons dans les 300 villages cibles pour en faire des agents de changement. Les participants/tes ont été engagés dans un processus de changement de comportement et de normes de genre à travers des activités de discussions éducatives sur les thèmes liés aux questions des droits humains, de la santé sexuelle et reproductive, l'hygiène / assainissement, les VBG et pratiques néfastes. En prenant part aux sessions de causeries éducatives animées par des facilitateurs/ facilitatrices communautaires formés, les participants/tes ont acquis des connaissances et des compétences qui leur permettent d'être des agents de changement dans leur communauté. Ces agents de changement ont partagé ce qu'ils ont appris aux autres membres de la communauté à travers des assemblées villageoises



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



et ont proposé des plans d'action sur les changements à mener que la communauté a validé. Des mécanismes communautaires de protection contre les VBG à travers les comités villageois de protection de l'enfant ont été mis en place dans les différents villages et leurs membres ont été chargés de poursuivre les sensibilisations, mais aussi, de suivre la mise en œuvre des plans d'actions et gérer les cas. Ces comités font le pont entre le non-formel et le formel, étant donné que le Gouvernement a pris, en 2019, un décret institutionnalisant les comités de protection de l'enfant à tous les niveaux. 300 comités villageois de protection contre les VBG avec des membres formés sont aujourd'hui opérationnels.

**L'approche communautaire de la protection de l'enfant a permis d'engager 790 291 personnes (266 927 femmes, 190 100 filles, 211 069 hommes et 122 195 garçons) issues des 300 villages sur une population estimée à environ 1 300 000 habitants.**



*Groupes de filles du village Azarori (département Madaoua, région de Tahoua) suite à une causerie dans le cadre du programme Spotlight.*

Il faut noter que 100% des villages cibles ont fait une déclaration publique d'engagement à mettre fin aux actes qui constituent une violence à l'égard des filles et des femmes et autres pratiques néfastes à leur santé et bien-être. Des chartes communautaires ont été établies et signées par toutes les parties prenantes. Certains villages ont matérialisé leur engagement avec l'implantation des panneaux et d'autres ont mis des drapeaux en tissu blanc à l'entrée du village.

**Les membres des CVPE ont touché 135 289 personnes dont 30 273 hommes, 60 112 femmes, 25 645 filles et 19 259 garçons par les sessions des dialogues communautaires organisées dans les villages.**

*Des changements encourageants sur le terrain :*



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



**Région de Zinder** : i) les communautés disent que le programme leur a permis de mieux comprendre leurs droits et ceux de leurs enfants ; ii) les couples disent que le programme a même apporté un changement positif dans leur vie conjugale (réduction de cas de divorce, des violences conjugales, avec plus de dialogue dans la famille etc.) ; iii) les communautés estiment que le programme a aussi renforcé les liens de solidarité et la cohésion sociale (entente entre deux chefs de quartier à Guirari, échanges entre membres de la communauté au moment des rencontres communautaires) ; iv) témoignage des agents de santé sur une augmentation de la fréquentation des centres de santé ; v) construction des classes à Fouroumi, à Karayé Haoussa, Maimajé et d'une salle d'hospitalisation, des caisses communautaires dans tous les villages. A Mazagna, les populations ont cotisé pour construire une salle de suites de couche à la case de santé ; vi) mise en place et formalisation de vingt groupements féminins ; vii) Beaucoup de filles inscrites à l'école (50 sur 93 enfants inscrits à Fouroumi)

**Région de Maradi** : i) mise en place de caisses de solidarité à Jiga et Kirin puis dans tous les villages de Saé Saboua ; ii) formation sur la cotisation de la communauté pour 30 filles non scolarisées afin de leur permettre d'accéder à une formation encouture et tricotage au niveau du village de Guidan Kané Katsinawa ; iii) initiation des adolescentes en couture, tricotage et fabrication de savon à Kaotchin Kabba, Ourafane et Jiga ; iii) construction d'une maison de l'agent de santé dans l'enceinte de la case de santé au niveau du village de Tagaza et deux salles pour renforcer la capacité d'accueil des malades au CSI de Kirin

**Source** : Extrait des bilans des interventions dans les premières communes de l'Initiative Spotlight des régions de Maradi et Zinder

Le personnel des 25 cliniques juridiques a aussi contribué à renforcer les connaissances des communautés sur les droits légaux des survivants de violences et les voies de recours au niveau communautaire. Ainsi, ce sont **253 486 personnes (110 780 femmes, 58 414 hommes, 48 459 filles et 35 833 garçons)** qui ont été sensibilisées sur les VBG et les services juridiques disponibles dans les quatre régions Spotlight.

## **Emergence des leaders de demain**

Des investissements ont été réalisés pour que les jeunes portent les changements et prennent le relais à travers plusieurs approches. La mise en œuvre de l'approche communautaire de la protection de l'enfant a contribué à l'émergence des jeunes filles leaders appelées « **correspondantes pour la protection (C4P)** », en raison de 2 filles par villages, soit un total de 600 adolescentes. Elles font partie des participantes aux causeries éducatives, ce qui leur a permis d'acquérir des connaissances et des compétences pour poursuivre la sensibilisation des autres adolescentes scolarisées et non scolarisées, y compris pendant la période du pic de la pandémie COVID-19, à travers des visites porte-à-porte et des ateliers communautaires participatifs par petits groupes où elles ont partagé leurs connaissances. Les ateliers participatifs dispensés en langue locale ont été l'occasion pour elles de mettre en application les acquis de



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



leur apprentissage. Elles sont encadrées par des facilitateurs communautaires qualifiés. Les C4P représentent les filles du village au sein des comités villageois de protection contre les VBG où elles s'assurent de la prise en compte de l'intérêt des filles, comme l'illustre le témoignage de **Halima Hassan, 16 ans, région de Maradi** : **« Les sessions éducatives ont changé beaucoup de choses dans ma vie comme : la connaissance de mes droits et devoirs et m'ont appris à m'exprimer devant un public sans aucune peur. J'ai appris l'importance de la discussion dans mon milieu et cela m'a permis de dialoguer avec les filles en cas de problème »**. Les adolescentes des villages d'intervention et au-delà, se mobilisent de plus en plus pour sensibiliser leurs pairs et créer des espaces d'expression pour partager leurs expériences à travers leur mise en réseau. A la date du présent rapport, ce sont 632 adolescentes qui sont mises en réseau à travers WhatsApp.

La mise en œuvre de la mobilisation communautaire contre les VBG et les pratiques néfastes dans les quartiers péri-urbains des régions des zones d'intervention à travers le théâtre interactif a également permis l'émergence des jeunes leaders (filles et garçons âgés entre 12 et 24 ans) appelés **« Jeunes Acteurs de Changement (JAC) »**. 180 JAC des quatre régions cibles de l'Initiative Spotlight, à savoir, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder, ont animé 61 séances sur diverses thématiques liées aux questions de violences dans leur quartier, ce qui leur a permis de **mobiliser 44 247 personnes (23% hommes, 25% femmes, 26% filles et 26 garçons)**. Ces jeunes entreprennent d'autres activités d'intérêt communautaire (salubrité, l'entraide en cas de sinistre...) pour renforcer la confiance en eux et servir ainsi de modèle aux autres jeunes de la communauté.





## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



*A Tillabéri, les jeunes acteurs de changement, encadrés par la Direction de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant, sont décidés à peser de leur voix et à travers des actions à impact auprès des jeunes des différents quartiers, notamment ceux touchés par l'insécurité et ses corollaires.*

L'Initiative Spotlight a également contribué à la mise en place d'un partenariat avec des organisations dirigées par les jeunes filles et femmes afin de renforcer leur leadership en faveur de leurs droits. Ces organisations ont reçu des appuis à travers le ministère en charge de la promotion de la femme pour mener des actions de plaidoyer et de mobilisation sociale en faveur de l'élimination des pratiques néfastes (PN), notamment le mariage des enfants, ainsi que d'autres violences basées sur le genre (VBG), à l'occasion de la célébration des journées des droits des femmes et des enfants et les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ces jeunes filles et femmes engagées dans ce mouvement se distinguent par le port du turban en lieu et place des hijabs et autres voiles quand elles sont en activité. Elles sont très actives sur les réseaux sociaux où elles animent des discussions sur diverses thématiques en lien avec les droits des filles au Niger. Une des organisations des filles qui a émergé après le sommet des filles africaines qui a eu lieu en novembre 2021 au Niamey, est la Fada des Filles. Au Niger, l'appellation « Fada » est un espace traditionnel communautaire de parole, d'échange et de prise de décision qui est réservé aux hommes et aux garçons. Ces derniers se réunissent dans une Fada pour décider des actions à mener au sein de leur communauté. La Fada est également un espace de solidarité masculine. Le concept « **Fada des Filles** » est né de la nécessité par les filles de s'approprier ces espaces de paroles, de solidarité et de prise de décision au sein des communautés pour contribuer à une transformation sociale favorable à l'avancement de leurs droits. **La Fada des Filles est composée de 30 jeunes filles issues de milieux professionnels et universitaires** divers qui ont bénéficié de renforcement de capacités leur permettant de mener des sensibilisations, des plaidoyers auprès de tout type de public et jouent le rôle de modèles pour les plus jeunes. Elles mettent à profit leur temps pour aller au contact des autres filles et garçons avec qui elles jouent le rôle des aînées, partagent leurs connaissances et poussent les filles scolarisées (des quartiers péri-urbains) à embrasser les carrières scientifiques.



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



Étudiante en informatique et passionnée de mangas, Malika, coordinatrice de programme à La Fada des Filles parle de son engagement pour ce travail. Lien à la vidéo : <https://youtu.be/l43xk3YGIJA>

Les filles de la Fada ont animé des causeries sur les thématiques liées aux mutilations génitales féminines (MGF) à l'occasion de la journée tolérance zéro aux MGF, le 6 février, aux Violences Basées sur le Genre (VBG) à l'occasion de la journée du 8 mars et 13 mai et sur la gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire à l'occasion de la journée de l'enfant africain le 16 juin. Au total ce sont 2 457 personnes touchées dont 1 972 filles, avec parmi celles-ci, 574 élèves filles du CES de Koiratégui (quartier péri-urbain de Niamey) qui se sont inscrites dans un programme de soutien à la réussite scolaire.

Il faut noter que la pandémie de la COVID-19 a eu un impact sur le déroulement des activités, mais des stratégies d'adaptation ont, tout de suite, été mises en place. Les activités se sont déroulées en petits groupes et des visites à domicile ont remplacé les grands rassemblements pour permettre le respect strict des protocoles de prévention de la maladie. Des équipements de prévention ont été achetés et distribués à tous les partenaires et travailleurs de première ligne pour garantir le respect des protocoles de sécurité.

## **Des médias comme partenaires engagés**

Le programme Initiative Spotlight a collaboré avec des médias dans le but de diffuser au niveau communautaire des messages clés sur la violence basée sur genre et de contribuer à l'élimination



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



des stéréotypes qui y sont associés. Plus précisément, l'Initiative Spotlight a établi un partenariat avec 5 radios communautaires qui ont réalisé des émissions sur les causes et conséquences des VBG avec 185 diffusions et rediffusions. Chaque radio totalisant en moyenne un auditoire de 12 500 personnes dans son rayon d'émission, on estime à environ 2 312 500 personnes sensibilisées sur les VBG qui ont des connaissances sur les types, les causes, les services offerts aux victimes, les acteurs de lutte et les principes de prise en charge (confidentialité, respect, sécurité et non-discrimination) pour éviter les pratiques et pouvoir accompagner dans le référencement aux services essentiels. Afin d'atteindre les populations locales pendant la pandémie de la COVID-19 et de faire participer un large public dans ces initiatives de prévention de la VBG, l'Initiative Spotlight a développé des méthodes innovantes pour promouvoir l'engagement communautaire par le biais des médias. Par exemple, le programme a engagé les chefs traditionnels qui ont animé 192 émissions interactives, y compris avec des techniques de théâtre interactif, sur les ondes de 96 radios communautaires avec une population exposée au message estimée à environ 8 000 000 de personnes. Dans le cadre de ce partenariat, ce sont 11 magazines en 5 langues et 21 forums dont 7 vidéos portant sur les VBG et leurs conséquences qui ont été produits et diffusés à travers les radios et télévisions partenaires ainsi que via les réseaux sociaux. La diffusion de chaque forum a été relayée sur les comptes Twitter (@studio\_kalangou), Facebook (<https://fr-fr.facebook.com/StudioKalangou/>) et le statut WhatsApp (+227 80 06 88 54). Ces initiatives ont permis de toucher au total 57 666 personnes (28 833 hommes, 6 920 femmes, 10 380 filles et 11 533 garçons) via les réseaux sociaux. Les forums sont toujours disponibles en streaming ou en téléchargement sur le site <https://www.studiokalangou.org/>. Trois forums audios et vidéos ont particulièrement attirés beaucoup de vues sur le site, il s'agit de :

- Violences basées sur le genre à l'encontre des femmes en situation de handicap dans les services
- Violences basées sur le genre à l'université Abdou Moumouni de Niamey : Cas des étudiantes
- Les droits de la femme en matière de divorce et de répudiation au Niger »

Les résultats de l'évaluation de l'engagement communautaire pour mettre fin aux pratiques traditionnelles néfastes réalisée en 2021, ont montré que les interventions d'engagement communautaire les plus efficaces sont celles relatives aux dialogues communautaires, aux causeries éducatives, aux sensibilisations à travers les radios ainsi que les déclarations publiques des communautés.

Par ailleurs, l'éducation sexuelle complète (ESC) et les Espaces sûrs ont fortement contribué à éveiller les jeunes filles scolarisées et non scolarisées, notamment en les dotant de connaissances et compétences dans la gestion de leur hygiène menstruelle, cadre de vie, le Genre et droits humains et les compétences de vie, les capacités financières, la Santé de la Reproduction, les VBG afin qu'elles sachent prévenir, réduire les risques de VBG. Cela a permis aussi d'informer leur famille et leurs pairs sur les risques et conséquences des VBG y compris le



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



mariage des enfants d'une part, et, d'autre part, connaître les services auxquels il faut faire recours en cas de VBG. **Au total, 68 100 jeunes filles des régions Spotlight ont bénéficié de cet appui.**

### **Pilier 4 : Des Services de qualité**

Grâce au programme Spotlight, il y a eu un renforcement conséquent de la collaboration des différents services, pour assurer une prise en charge holistique des survivantes dans les normes. Ces services étant devenus de proximité et de qualité, la demande a considérablement augmenté grâce au programme Spotlight.

#### ***Prise en charge holistique***

L'Initiative Spotlight a renforcé la capacité des 36 services sociaux existants et appuyé la mise en place de 15 centres d'écoute ainsi que des 300 Comités Villageois de Protection contre les VBG (CVPE) dans les villages et communes cibles à travers des formations sur les VBG et la gestion de cas, la dotation en moyens de déplacement (32 motos cross). Les locaux devant servir des centres d'écoute dans les quatre régions cibles ont été mis à disposition par les communes et aménagés pour correspondre aux normes et standards en la matière avec le soutien du programme. Les quinze (15) centres aménagés sont opérationnels et prennent en charge les survivantes des VBG et font les référencement des cas qui nécessitent l'intervention d'autres spécialistes. A la date du rapport, **les services sociaux et les CVPE ont eu à gérer 10 357 cas de VBG dont 1380 cas de mariage d'enfants et 1001 cas graves (viol, agression sexuelle) référés vers d'autres services, principalement la santé, la justice et la police.**

Le dispositif de prise en charge des survivantes autour des 22 Centres de Santé Intégré (CSI) a permis de faire prendre conscience aux populations de comprendre et bénéficier de la prise en charge holistique avec l'appui psychosocial, la prise en charge médicale et l'orientation juridique et judiciaire (travail des relais communautaires, des cliniques juridiques, de la Police, la Gendarmerie et des CSI). Les autorités sanitaires au plus haut niveau prennent en compte les questions de VBG dans le renforcement de capacité du personnel de santé. De même, les 22 CSI pris en charge par le programme ont intégré les questions de VBG à travers les centres mère-enfant dans les quatre régions.

Avec la contribution du programme Spotlight, les Officiers de Police Judiciaire ont beaucoup amélioré la qualité de leur travail à travers une approche centrée sur la survivante ayant renforcé la confiance des populations vers la police et la gendarmerie, des procès-verbaux plus complets, la collecte et la compilation de données plus fiables ; et une collaboration renforcée avec les autres services, par l'application stricte des SOPs.



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



De 2020 à 2023 la police et la gendarmerie ont assuré l'écoute, l'accompagnement juridique et judiciaire et le référencement vers d'autres services à **17 822 personnes survivantes de VBG** (1298 cas de viol, 2198 cas d'agression sexuelle, 6 588 cas d'agression physique, 1 193 cas de violences psychologiques, 3 096 cas de mariage d'enfants et 3 449 cas de déni de ressources ou d'opportunité)



En quatre ans de mise en œuvre, 25 cliniques juridiques ont été installées coordonnées par des jeunes (22 hommes et 3 femmes) de l'ANDDH sous le leadership de l'ANAJJ. Ces cliniques juridiques ont assuré une meilleure couverture et une prise en charge des besoins des communautés du point de vue juridique et judiciaire. **Au total, les cliniques juridiques ont fourni un support légal à 327 personnes et 982 cas de VBG ont reçu une assistance juridique et 325 dossiers ont été orientés vers les services judiciaires dont 278 ont fait l'objet d'une décision de justice.**

Quatre centres régionaux multifonctionnels de prise en charge des VBG, sont en place à Tahoua, Maradi, Zinder et Tillabéri pour assurer la continuité des actions de prévention et de prise en charge des survivantes de VBG au Niger de manière plus efficace. A la date du rapport, trois centres sont opérationnels Maradi, Zinder et Tillabéri et ont assuré la prise en charge **de 391 cas de VBG** (84 cas de viol, 59 cas d'agression sexuelle, 87 cas d'agression physique, 8 cas de mariage d'enfants, 122 cas de déni de ressources ou d'opportunité et 31 cas de violences psychologiques). Avec ces centres, la couverture est étendue aux localités environnantes des régions cibles, ce qui constitue une avancée significative introduite par le programme Spotlight.

### **Accès à des services de qualité : focus sur les jeunes filles**

Le programme Initiative Spotlight a accordé une attention particulière à la satisfaction des besoins des filles, en particulier celles qui sont à risque de violence. Ainsi, 320 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons ont été construites/réhabilitées pour 52 180 élèves (24 573 filles et 27 607 garçons) ; 200 écoles cibles des régions d'intervention, dont 3 écoles pour les sourds, ont également été équipées en dispositifs de lavage des mains respectant les standards pour assurer un environnement scolaire favorable au maintien des filles à l'école. Ces infrastructures sont gérées par les comités de gestion des établissements scolaires existants en collaboration avec



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



l'association des parents d'élèves et les gouvernements scolaires constitués des élèves eux-mêmes.

Il y a également eu un soutien à la formation / sensibilisation dans le cadre de la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) et la distribution de 10 000 kits GHM dans les 200 écoles à travers le partenariat avec l'ONG SEPT. Il faut noter qu'avant l'intervention, cette ONG avait procédé à une évaluation du niveau de connaissance sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les écoles. Sur 158 écoles enquêtées, 122 avaient au moins une personne qui avait entendu parler une fois de la GHM. Le niveau de connaissance sur ce sujet est plus important dans les milieux urbains (ville de Maradi en particulier) que dans les zones péri-urbaines ou rurales. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentraient à la maison en cas d'apparition des règles. On constate qu'à Tahoua 67 filles sur 83 (soit 80%) rentraient ainsi à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles à Tahoua, Maradi et Zinder. Les serviettes hygiéniques ont été réalisées par un groupement de femmes, ce qui leur permet de générer des revenus.

### Réinsertion socioéconomique

Ce sont au total **1355 femmes et filles survivantes des régions de Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéri qui ont bénéficié de renforcement de capacités et d'activités génératrices de revenus (embouches, petit commerce, maraîchage, transformation agro-alimentaire, kit de fabrication de savon et cosmétique. etc.)**. (Survivantes de VBG ou non) ont bénéficié des investissements communautaires (à travers les Plateformes multifonctionnelles mises en place). Ce qui a permis aux femmes d'améliorer leur niveau de revenu et de se remettre de la violence.

Les plateformes multifonctionnelles (PTFM) destinées à alléger des tâches domestiques des femmes ont été installées dans 22 villages comités de gestion de ces PTFM ont été créés et formés en conséquence avec 218 membres au total. Ils sont dotés des documents de gestion et des plans d'action avec 48 opérateurs et 22 artisans locaux identifiés et formés pour les petites réparations. 90 groupements de femmes ont été redynamisés dans 30 villages des régions de Maradi et Zinder. Ils sont capables de s'autogérer dans la durabilité, l'efficacité et la transparence. Ainsi, 32 Unions et 6 Fédérations communales ont été mises en place. Elles sont dotées des textes fondamentaux (statut, règlement intérieur, plan d'action) et disposent d'agréments.

### Pilier 6 : Organisations féminines



## Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



Au Niger, la Société Civile a été dès le début associée aux consultations et à activement participer à l'élaboration du document de programme, cela dans une logique d'appropriation du programme. Cependant, des défis sont très vite apparus, notamment le leadership et la restructuration pour garantir l'implication de tous les membres.

Dans la phase II du programme, le GRSC a mis en place 24 points focaux (6 par régions de mise en œuvre). Un cahier des charges définissant leurs rôles/responsabilités et agendas etc. leur sera proposé avant la clôture du programme Spotlight. Les acteurs régionaux ont par ailleurs souhaité un document de guidance du suivi-évaluation participatif pour guider leurs actions, même dans le cadre d'autres programmes. Les directions Régionales du ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ont été impliqués comme membres observateurs.

Grâce à l'appui du programme le GRSC Niger a été le premier pays récipiendaire à élaborer un tableau de bord pour mener les actions de plaidoyer au niveau des régions de mise en œuvre. Par ailleurs, le Niger est un des premiers pays à avoir appuyé le GRSC avec un plan d'action, qui a inspiré d'autres pays.

L'étude sur la cartographie des organisations de la société civile et des mouvements féminins a permis d'identifier 324 organisations de promotion et de protection des droits des femmes et des filles dont 152 organisations féminines et 19 représentants les jeunes afin de contribuer à la sensibilisation des populations sur les VBG, sur les services essentiels existants et sur les conduites à tenir pour avoir accès aux services. Deux guides pédagogiques ont été élaborés et diffusés pour appuyer le renforcement des capacités des organisations cartographiées sur la lutte contre les VBG.

Le Programme Spotlight a soutenu la mise en place d'une e-plateforme dénommée Plateforme VBG Niger qui a créé un espace de dialogue, de mise en réseau et des échanges thématiques. Lancée avec 173 femmes et jeunes filles leaders, cette plateforme a permis de fournir des informations sur les enjeux de l'enregistrement biométrique pour les femmes et leur participation au processus électoral.

Les résultats de l'étude sur les discriminations croisées ont permis de développer une action en faveur de la Fédération Nigérienne des Personnes handicapées (FNPH). Cette initiative répond au principe « ne laisser personne de côté » a contribué à faciliter la mobilité des personnes handicapées et de renforcer leur autonomisation économique. Ainsi, 50 motos tricycles ont été offerts aux sections régionales de la FNPH. Cet appui a permis à (i) 300 enfants victimes



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



d'infirmité motrice cérébrale de bénéficier des frais de déplacement vers les centres de santé, de disposer des ressources pour la prise en charge des frais médicaux, des prothèses orthopédiques et d'autres matériels d'assistance, qui s'inscrivent dans la lutte contre et l'élimination de toutes formes de violences. De même, ces enfants ont bénéficié d'une facilitation d'accès aux établissements scolaires ; (ii) générer des revenus à 50 chauffeurs (des motos tricycles comme transport en commun) qui sont des personnes handicapées, des parents ou tuteurs d'enfants IMC afin d'assurer la prise en charge des besoins de l'enfant ; (iii) Mobiliser et sensibiliser les parents des enfants avec l'IMC sur l'importance des soins adaptés, en particulier la rééducation fonctionnelle ; (iv) Assurer la prise en charge des enfants (déplacement, équipements) pour leur assurer l'éducation scolaire. La gestion des tricycles a permis de mobiliser au total 18 543 415 FCFA dont 9 166 225 en compte au 30 avril 2023.

### **Reporting on SRHR:**

#### **Prévention des VBG**

- L'Initiative pour les adolescentes « Espaces Sûrs/ILLIMIN » a été très bénéfique aux adolescents hors du système éducatif formel par l'acquisition de connaissances et de compétences de vie. La participation aux différentes causeries et l'enseignement des modules ont permis aux adolescentes d'acquérir des connaissances sur l'hygiène corporelle, les services de santé disponibles dans leurs localités. Les communautés se sont organisées pour la mise en place de procédure permettant de sanctionner les hommes qui laissent leur femme accoucher à domicile. Les chefs des centres de santé (plus de 90%) ont affirmé avoir une augmentation significative des formations sanitaires par les femmes. De même, les adolescentes ont une meilleure estime de soi et sont conscientes de l'importance de présenter dans les centres de santé pour échanger sur la planification familiale.



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



*Bien que affectées par les conséquences de l'insécurité dans leur région, c'est dans la fréquentation de l'Espace sur de Tadres (commune de Tillabéri) que les jeunes filles trouvent du réconfort et un espoir grâce au soutien psychosocial à travers les causeries et la formation aux activités génératrices de revenus, la prévention des mariages précoces et l'éducation sexuelle.*

- Concernant la promotion de la gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM), 320 blocs de latrines séparées pour les filles et les garçons ont été construites/réhabilitées pour 52 180 élèves (24 573 filles et 27 607 garçons). Cela a permis de réduire le taux d'absentéisme des filles pour des raisons d'hygiène menstruelle. L'évaluation pré-intervention réalisée a montré que le niveau de connaissance sur la GHM est assez satisfaisant avec sur 158 écoles enquêtés au moins 122 ont une personne ayant déjà entendu parler de la GHM. La majorité des filles interrogées ont affirmé qu'elles rentrent à la maison en cas d'apparition des règles. On constate que dans certaines régions se sont 80% des filles qui rentrent à la maison. Les pagnes et tissu constituent les principaux matériels utilisés dans la gestion de l'hygiène menstruelle d'après 60% des filles.
- Au niveau communautaire, l'Initiative Spotlight a contribué à la promotion et plaidoyer pour une bonne GHM à travers la formation de 33 acteurs sur les VBG et la GHM. En outre, 10 modules de la GHM ont été révisés en intégrant de nouvelles sections sur les VBG.
- Education Sexuelle Complète (ESC): Il y a eu l'intégration effective de l'ESC dans les écoles de formations des enseignants. L'ESC est abordée lors de l'animation du module sur les compétences de vie courante dans le système non formel et dans les écoles, les enseignants forment les élèves au niveau du premier cycle du secondaire (collège) avec comme porte d'entrée, les cours sur les SVT, par exemple.
-



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



## Services

- 153 CSI des communes d'intervention de Spotlight ont été dotés de matériels médicaux pour les accouchements assistés, des médicaments et des produits contraceptifs
- Six (06) Clubs de Santé Scolaires et cinq (05) infirmeries scolaires ont été équipés en matériels de communication pour renforcer les capacités de communication lors des assemblées générales et pour la sensibilisation des élèves sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes
- Pour la prise en charge médicale des viols, l'Initiative Spotlight a doté 22 centres de Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB) en matériels nécessaires pour la fourniture de services de qualité aux survivantes de violences.
- L'Initiative Spotlight a appuyé la réhabilitation du Centre National de Référence des Fistules Obstétricales pour améliorer le plateau technique de prise en charge des femmes fistuleuses et accroître la capacité d'accueil du centre

## Titulaires de droits («Bénéficiaires»)

Indicateurs Direct pour	Directs	Indirects	Commentaires / Justifications
Femmes (18 ans et plus)	124 040	720 858	
Filles (5-17 ans)	167 866	446 695	
<b>Hommes (18 ans et plus)</b>	89 848	566 703	
Garçons (5-17 ans)	65 748	372 900	
<b>TOTAL</b>	<b>447 502</b>	<b>2 107 156</b>	

## Défis et mesures d'atténuation

- La collaboration et concertation dans certaines régions dans la mise en œuvre des actions de sensibilisation n'ont toujours pas été coordonnées en raison de la multiplicité des partenaires de mise en œuvre au niveau de la prévention. Cela peut créer des confusions au sein des communautés bénéficiaires de ces actions. Cette synergie d'intervention est plus visible parmi les acteurs de prise en charge que ceux de la prévention. Les Directions



## Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



Régionales de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant ont enclenché une dynamique de partenariat avec les acteurs intervenant dans le VBG. Au niveau régional, elles ont joué un rôle central dans la coordination des interventions. Cet effort doit être soutenu pour le renforcement de la collaboration et la coordination à tous les niveaux, entre les acteurs de mise en œuvre.

- Les structures de l'Etat intervenant dans le domaine des VBG n'ont pas les ressources humaines en quantité et en qualité à tous les niveaux. Cette insuffisance de cadres impacte négativement le bon fonctionnement des services de prise en charge. La disponibilité des ressources humaines suffisantes et de qualité à tous les niveaux est nécessaire pour rendre durable les interventions de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Pour pallier cela, il a été privilégié de confier la gestion de certains centres multifonctionnels aux ONG dans un premier temps. Ensuite, l'Etat prendra la relève avec du personnel permanent affecté dans ces centres pour rendre pérenne les interventions de lutte contre les VBG.
- La non-gratuité des actes administratifs/justice a impacté négativement la prise en charge médicale/juridique de certaines survivantes. Un certificat à expertise est demandé aux femmes ayant subi le viol ou l'agression sexuelle en vue de poursuivre le processus de dénonciation jusqu'à la justice. Malheureusement, ces femmes n'ont pas les ressources pour payer l'acte et ne sont pas en mesure de porter plainte contre leurs agresseurs.
- Un autre défi est de maintenir une gestion efficace des plateformes multifonctionnelles pour l'autonomisation des femmes. Le Programme Spotlight a effectivement contribué à la réduction du temps de travail et de la pénibilité du travail des communautés, particulièrement des femmes grâce à l'introduction des équipements de transformation notamment les moulins et les décortiqueuses. Aussi, ces femmes ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux AGR. Grâce à ces appuis, elles ont une autonomie financière et subviennent aux besoins de la famille en prenant en charge l'alimentation, les frais scolaires des enfants et de santé. Cela a contribué à créer une paix dans la famille et à réduire les tensions et les agressions conjugales. Même à la clôture du Programme, il s'agira de confier la gestion entière des plateformes multifonctionnelles aux femmes.
- Les centres multifonctionnels existants ne disposent des ressources financières de l'Etat pour leur fonctionnement. Le manque de moyens financiers provenant du budget de l'Etat peut constituer à la longue une entrave pour la pérennisation de ces centres. Bien que le



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



MPFPE ait pris un arrêté portant création et fonctionnement de ces centres, force est de constater que ces centres dépendent fortement du financement des Partenaires Techniques et Financiers. Ce fort engagement du gouvernement doit aller plus loin en dotant les centres de ressources humaines et financières adéquates pour une autonomie financière de ces centres. Il est nécessaire que le MPFPE renforce son leadership de coordination pour garantir une adhésion à long terme des parties prenantes de la prise en charge holistique des survivantes de VBG.

- La clôture du programme annonce aussi l'arrêt des activités. Le défi est de maintenir la mise en œuvre de certaines activités en continu, y compris dans les zones d'insécurité, pour garantir une pérennisation.
- Le coup d'Etat du 26 juillet 2023 a perturbé le calendrier de mise en œuvre du Programme en raison de l'arrêt des activités car toutes les actions qui étaient programmées durant les premières semaines ont été annulées. Il y a eu la dissolution du gouvernement qui a entraîné un ralentissement du fonctionnement de l'administration centrale et déconcentrée. Toutefois, les activités en faveur des communautés se sont poursuivies pour garantir une consolidation des résultats.

### **Leçons apprises et opportunités du programme**

#### **a) Leçons apprises**

*Pilotage de la réforme des NU en pratique en recherchant systématiquement la synergie d'intervention, la collaboration et le dialogue accru entre acteurs.* Les agences des Nations Unies ont collaboré dans la mise en œuvre des interventions. Cette approche s'est révélée très pertinente dans la coordination sur les priorités stratégiques et le partage d'informations. Cela a beaucoup contribué à aplanir les tensions entre les différents acteurs et de favoriser un dialogue permanent ayant permis l'adoption d'une vision stratégique commune basée sur les objectifs de Spotlight. L'expérimentation de la réforme des Nations Unies a été plus visible dans la réduction des transactions en mutualisant les efforts des agences autour de certaines activités clés. C'est le cas de la réalisation de l'étude sur le cadre légal, de l'enquête nationale sur l'ampleur et les déterminants des VBG, du renforcement institutionnel et technique de l'ONPG. Cette nouvelle de travail s'est concrétisée lors des missions conjointes durant lesquelles les agences ont parlé d'une seule voix en face des bénéficiaires et des autorités locales.

*Fort engagement communautaire (relais communautaires, des comités villageois, chefferie traditionnelle et religieuse, familles, jeunes filles, groupes de défense des droits des femmes etc.)*



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



*favorisant l'appropriation effective du programme Spotlight dans les zones d'intervention.* L'adhésion de l'ensemble des acteurs communautaires a favorisé une forte participation aux différentes activités de sensibilisation organisées dans leurs localités. Cette implication a contribué à un changement de comportements positifs des communautés en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles. Les sorties cantonales organisées par les chefs de canton ont permis à l'ensemble des acteurs de discuter des approches à succès et de proposer un paquet de services aux survivantes de violence. La responsabilisation des chefs traditionnels dans la lutte contre les VBG a fait d'eux des portes d'entrée pour le référencement des survivantes de VBG vers les services essentiels de prise en charge.

*Implication des institutions de sécurité et de protection dans la production des données de routine de qualité permettant la mise en place d'un mécanisme informatisé de collecte et de gestion des données de routine sur les VBG.* Le partenariat établi avec la police et la gendarmerie a contribué à l'amélioration de la qualité de leur travail à travers une approche centrée sur la survivante. On note également une nette amélioration dans la gestion et la collecte des données de VBG grâce aux dotations en matériels informatiques et à la mise en place d'un système informatisé de gestion et collecte des données. Par ailleurs, les Officiers de Police Judiciaire (OPJ) ont instauré un climat de confiance avec les populations et renforcé la collaboration avec les autres services de la chaîne de prise en charge des survivantes.

*Engagement de la jeunesse dans la prévention et la réponse aux VFFF instaurant un changement de mentalité et introduisant des solutions innovantes en matière de communication sur les VFFF.* L'Initiative Spotlight a accordé une place de choix aux jeunes dans la prévention et la réponse aux VBG en raison de leur adaptabilité aux nouvelles technologies et de leurs responsabilités dans la perpétuation des violences au sein de leurs communautés. C'est ainsi que leur utilisation dans leur communauté a permis au Programme de toucher les adolescentes et les jeunes hommes dans la mesure où ils se reconnaissent dans les témoignages. L'engagement des jeunes (filles correspondantes, jeunes acteurs du développement, filles de la FADA) a été bénéfique pour le programme en termes d'adhésion des jeunes filles et garçons dans les actions de prévention et de réponse aux VBG dans leurs communautés respectives.



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



## b) Opportunités offertes par le programme

- L'existence d'un programme phare « SARAOUNIA » qui prend en compte les défis rencontrés par l'Initiative Spotlight et les principaux résultats pour mieux s'attaquer aux questions de violences faites aux femmes et aux filles.
- Engagement des filles de la fada pour sensibiliser les élèves et les étudiants sur les comportements responsables. Utilisation des filles correspondantes ou des jeunes acteurs du développement pour offrir aux autres adolescents d'avoir des modèles dans la localité et d'être capables d'adopter des comportements positifs favorables à la promotion de la femme et de la fille.
- Le processus de formulation du nouveau plan stratégique pour mettre fin aux mariages des enfants (Global programme to end child marriage) est une opportunité pour l'Initiative Spotlight dans la mesure où il sera bâti sur les leçons apprises et les bonnes pratiques
- Le développement des directives relatives au Spotlight 2.0 est une opportunité que le Programme pourra saisir pour faire un plaidoyer auprès de l'Union européenne et de nouveaux donateurs en vue de la mobilisation des ressources en faveur d'un nouveau programme Spotlight 2.0 sous forme de programme conjoint entre les agences intéressées.



## Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



### **Innovation et pratiques prometteuses ou bonnes pratiques**

L'engagement et la sensibilisation aux formes de VBG/PN par les chefs traditionnels est une bonne pratique. Cela a permis de changer les perceptions des populations sur les VBG/PN (exemple du mariage des enfants) en raison de leur influence sur leurs populations. Exemples Tibiri (Maradi), Illela (Tahoua) et Symposium UNFPA novembre 2021. Les sorties cantonales pratiquées mensuellement par les chefs de canton dans leurs régions ont permis à l'ensemble des acteurs de discuter des approches à succès et de proposer un paquet de services aux survivantes de violence.

La synergie des interventions VBG autour du programme Spotlight a été facilitée par les efforts d'intégration de l'ensemble des partenaires de mise en œuvre, élargis aux aspects VBG dans des groupes aux niveaux central et régional, qui convoque des réunions mensuelles rotatives permettant une réelle intégration. Cette bonne pratique est un des meilleurs exemples de travail de collaboration dans la région de Maradi.

PILOTING THE UN Reform. Au Niger, le programme Spotlight a permis de faire collaborer différentes agences. Cela a été utile pour la formulation de nouveaux programmes-phare des Nations Unies, largement inspirés du modèle de travail du programme Spotlight. L'approche collaborative de mutualisation des ressources doit être maintenue dans le cadre de futurs programmes conjoints SNU.

La pandémie de COVID19 a permis de mettre en place des pratiques innovantes de communication et sensibilisation des masses, notamment le théâtre radiophonique qui a permis de maintenir les interactions avec les communautés de manière participative, à travers les médias communautaires, qui leur ont permis de donner leur avis sur les programmes en tant de pandémie.

L'engagement des jeunes comme agents de changement pour mettre fin des VBG (taximen ambassadeurs ; Spotlight girls Advocates, jeunes ambassadeurs contre les VBG, causeries dans les établissements scolaires ; Fada des filles) est une pratique innovante. Par leur implication et intérêt pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, plusieurs jeunes ont adhéré aux changements de comportements positifs à l'égard de leurs sœurs et filles dans leur milieu de vie. Le programme Initiative Spotlight a également contribué à la mise en place d'un partenariat avec des organisations dirigées par les jeunes filles et femmes afin de renforcer leur leadership en faveur de leurs droits. Cela s'est concrétisé par la mise en place de la FADA des



## Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



filles. Cette association a mis en exergue le leadership des jeunes filles pour faire avancer la sensibilisation et le plaidoyer sur les questions de violences/ pratiques néfastes.

L'engagement de la société civile par le biais du suivi et de l'évaluation participatifs a contribué à une meilleure inclusion des populations bénéficiaires dans l'appréciation des programmes. (Cf. prix Cancun). De même, la mise en place des points focaux régionaux de S&EP va favoriser une meilleure implication des organisations de la société civile dans le recueil des changements survenus dans les localités d'intervention.

Pour célébrer la réussite de Spotlight au niveau communautaire, une pratique innovante a été développée. Il s'agit de l'approche de village modèle qui constitue une référence pour engager d'autres villages à atteindre l'objectif au vu des critères de sélection. La démarche vise à récompenser les villages modèles qui se sont fait distinguer à travers des actions et engagements en faveur de l'abandon des violences et des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles en leur attribuant des prix d'encouragement. Cette approche pourrait créer une saine émulation au niveau des villages et entraîner un engouement des autres villages à recevoir les récompenses.



**Initiative  
Spotlight**

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



## **Communication et visibilité**

### **a) Vue d'ensemble**

#### ***Médias et Visibilité***

S'inspirant des recommandations issues du GLS de Cancun, notamment la session communication sur le rôle des influenceurs, dans le plaidoyer pour la lutte contre les VBG, le Programme Spotlight a pu, dans la suite de la campagne des 16 jours d'activisme, créer des synergies avec des influenceurs. Cela a été le cas de la rencontre avec l'auteure Valetah, qui tient le blog [plumesensible.mondoblog.org](https://plumesensible.mondoblog.org) ; avec la réalisatrice nigérienne Aïcha Macky Kidy, et le photographe Gaïssa Chaïbou Abdoul-Rafik, qui collabore avec le programme Spotlight depuis 2021. Cette rencontre entre artistes a débouché sur deux billets dont la parution est prévue pour début 2023 :

- Les violences basées sur le genre au Niger, avec Aïcha Macky et Abdoul-Rafik Gaïssa : [bit.ly/3Jflx4F](https://bit.ly/3Jflx4F) ;
- Aïcha Macky Kidy, l'Amazone du Niger : [bit.ly/3SSklqU](https://bit.ly/3SSklqU)

A la suite du lancement officiel du programme en novembre 2019, un partenariat avec le media en ligne <https://www.actuniger.com/> a été établi et une bannière publicitaire sur le programme Spotlight a été mis en ligne, pour rediriger l'audience vers le site web global du programme ; du 23 novembre au 22 décembre 2020. L'idée était de d'informer les internautes nigériens sur ce programme naissant, lui donner de la visibilité et ajouter du trafic au site web. En un mois, 18324 clicks ont été enregistrés vers le site web de l'Initiative Spotlight et une impression potentielle de 2'438 308 vues en deux mois.





# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles



## Campagnes

Dès 2020, le programme Niger a mis l'accent sur la campagne des 16 jours d'activisme et en 2020, la mini-campagne mettant en avant de jeunes femmes porte-voix et activistes sur les questions en lien aux VBG, été une initiative à succès qui a suscité l'intérêt de la Vice-Secrétaire générale Madame Amina J. Mohammed. Cette dernière, lors d'un panel avec les Femmes et les jeunes leaders, a échangé avec quelques-unes parmi les Spotlights Girls Advocates, qui ont été mises en avant à travers son compte twitter, mais aussi ceux de l'union européenne.



En octobre 2020, des messages sur la violence contre les femmes et les filles, sous ses formes les plus courantes au Niger, ont été ajoutés aux scripts de trois épisodes d'une nouvelle sitcom web très populaire Xaraconte diffusée sur Facebook (<https://www.facebook.com/dariakasheni>) et sur YouTube. Les trois épisodes ont été vus par 68 520 personnes au total sur les deux plateformes.

En 2021, le **European External Action Service - EEAS** a utilisé des profils des Spotlight Girls Activists produits en 2020 par le programme Niger, pour partager des tweets dans une série intitulée : **16 reasons to act now against gender-based violence. #16Days**

- Nana Natitia: <https://bit.ly/3l1feDW>; avec un retweet de l'Ambassadeure de la DUE Niger <https://bit.ly/3hCclsr>
- Fadji Maina: <https://bit.ly/3vz2tle>



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- Yasmina Mohammed: <https://bit.ly/3sHckjF>

### b) *Histoires de vie*

- [In Niger, civil society groups are helping to 'put women and girls in the driving seat'](#)
- **In Niger, economic empowerment for women and girls with disabilities:** <https://bit.ly/3QPjntZ>
- **In Niger, equal opportunities for women and girls with disabilities benefits the whole community:** <https://bit.ly/3MyQck1>
- **Violence and control in lockdown: more support needed for women and girls in Niger**  
En mars 2020, 120 plaintes ont été déposées auprès de la Division de la police nationale pour la protection des mineurs et des femmes. 19 de ces plaintes concernaient des violences domestiques ou liées au confinement. C'est le cas de Zeybab <http://bit.ly/2ZUy6uV>.
- **In Niger, taxi drivers become activists against gender-based violence**  
Abass, 33 ans, est un ancien professeur de collège qui travaille maintenant comme chauffeur de taxi à Niamey. Il a rejoint la campagne Spotlight Initiative pour les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles après avoir participé à des sessions de sensibilisation visant à mieux faire comprendre aux chauffeurs de taxi les causes et les conséquences de la violence. La campagne a permis à 50 chauffeurs de taxi de Niamey de devenir des ambassadeurs contre la violence et d'afficher sur leurs voitures des autocollants prônant la fin de la violence liée au genre. <http://bit.ly/37Cyd2s>
- **(RFI Podcast) Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes**  
Amina Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU, en tournée dans les pays du Sahel pour 2 semaines, interview réalisée par Charlie Dupiot. <https://bit.ly/3i9dwPe>
- **Young Nigeriens call for an end to child marriage on International Day of the Girl**  
Aux côtés de l'Initiative Spotlight, sept jeunes femmes nigériennes âgées de 21 à 30 ans ont saisi le thème de cette année : « Ma voix, l'égalité pour notre avenir », pour ensemble lancer un message contre le mariage des enfants et contre d'autres formes de violences et discriminations qui font le quotidien de trop nombreuses filles au Niger ! Fadji (scientifique à la NASA) ; Nourath Nourath et Fa2MathsA (artistes slameuses) ; Débora (étudiante sage-femme) ; Yasmina (militante pour l'éducation et pour les enfants orphelins) ; Nana (militante pour les droits des personnes vivant avec un handicap) et Rachida (influenceur sur les réseaux sociaux) sont rejoint dans leur appel par Madame le Coordonnateur résident du



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



SNU au Niger Madame Khardiata Lo N'diaye, en cette année qui marque les 25 ans de la conférence de Beijing pour les droits de la femme. <https://bit.ly/2SFM540>.

- **Proud to be health worker; midwives continue delivering babies amid global pandemic**

Alors que la pandémie du COVID-19 continue d'exacerber de nombreuses inégalités dans le monde, les femmes et les filles comptent parmi ceux qui en paient le plus lourd tribut. Plus vulnérables face aux répercussions socio-économiques de la crise, elles sont également plus susceptibles de subir des abus domestiques, conséquences du confinement qui a fait émerger une « pandémie de l'ombre » marquée par la violence domestique dans beaucoup de pays. EN <https://bit.ly/3ez4jNC> ; FR: <https://bit.ly/2AtF28N>.

### c) **Témoignages**

*« Les jeunes que nous avons rencontrés - filles et garçons - sont une fierté. Tous les jours, les femmes se battent pour avancer dans les aspirations que nous avons pour elles, mais beaucoup de progrès reste à faire au Niger. Il est impératif que les femmes et les filles fassent partie de la solution en matière de paix et de sécurité, de violences basées sur le genre et d'innovation ».*

**Madame Amina J Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies**

*« L'Union européenne se réjouit de travailler avec les jeunes filles et les femmes pour la lutte contre les violences basées sur le genre, toute l'année et particulièrement durant ces 16 jours de campagne. Nous continuerons à apporter des solutions aux questions de fond comme l'éducation des filles, l'accès et l'amélioration des services pour les femmes et filles qui sont victimes de violence ; et en général pour travailler sur le dialogue et sur la cohésion sociale qui est une des grandes forces du Niger. C'est avec sa jeunesse, ses jeunes femmes et filles qui font sa force, que le Niger va réussir. »* **Son Excellence Docteur Denisa-Elena Ionete, Ambassadeure, Chef de Délégation de l'Union européenne au Niger**

*« L'éradication de la violence est notre priorité à tous. Nous demeurons aux côtés du gouvernement, mais aussi du parlement nigérien avec qui nous travaillons main dans la main sur les questions d'égalité et de leadership féminin. »* **Monsieur Salvador Pinto Da França, Ambassadeur DUE Niger**

*« La société civile à elle seule ne peut pas et ne doit pas porter ce combat contre la violence faite aux femmes et aux filles. Nous devons ensemble, poursuivre les efforts entamés pour voter des lois et créer un environnement législatif favorable, pour aider les survivantes de violence et mettre*



**Initiative  
Spotlight**

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



*fin à l'impunité.* » **Madame Louise Aubin, Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Niger**

*« Quand vous libérez une jeune fille de la contrainte du mariage précoce, de la contrainte d'une scolarisation limitée, de la contrainte d'une maternité précoce, vous lui donnez le moyen de progresser tout en étant encadrée au sein de sa famille et de sa société. »* **Khardiata Lo Ndiaye, Coordonnatrice Résidente Nations Unies Niger**

*"I was born and raised in Niger and thanks to the hard work of my parents, I have not been a victim of child marriage and violence. If my parents have not been able to create an environment in which I felt safe, powerful, confident and protected, I would not have been able today to talk to you as a NASA scientist, Forbes under 30, at the age of 29. Education has helped me to think about sustainable solutions to gender-based violence. I want every single Nigerian girl to be able to have the same opportunity, to be free and to conquer the world, because women's condition cannot be changed by a single woman."*

**Fadji Maina, NASA Scientist, Spotlight Girls Advocates**

*« Je me joins à l'Initiative Spotlight en appelant à cesser de perpétuer des actes de violence envers les femmes et les filles. Aux hommes, nous demandons de maîtriser leurs émotions et de soutenir les femmes et les filles. Ensemble, nous pouvons et devons prévenir la violence partout, tout en nous efforçant de surmonter la crise du COVID-19. »*

**Abdoulrazak Issoufou Alfaga, Champion du monde de Taekwondo, Ambassadeur national Unicef Niger**

*« Je me sens très utile dans la communauté depuis que j'ai commencé à suivre les sessions d'échanges en tant que fille correspondante car je suis invitée dans les réunions et cela prouve que je suis importante. Toutes les amies me respectent et chacune veut discuter avec moi pour profiter des messages que je transmets »*

**Habsatou Djibo, 16 ans. Fille correspondante, village de Mai yodo, commune rurale de Olléléwa (région de Zinder)**

*« Notre mission est de garantir aux populations vulnérables, notamment les enfants, les femmes, les personnes vivant avec un handicap, les personnes démunies, les détenus etc. une assistance juridique et judiciaire effective, partout au Niger. Il faudrait que les populations prennent conscience que les VBG doivent être dénoncées et punies. »* **Mme Abdourahman Amina Moussa, Directrice de l'Agence Nationale de l'Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ)**

*« Dans la région, les violences sur les femmes et les filles sont généralement perpétrées par un membre de la famille. Tant que les auteurs de viol ne sont pas punis, ils continueront à commettre le pire sans considération pour l'âge de leur victime. Mon combat aux côtés de toute l'équipe de travail Spotlight, est de nous assurer que chaque cas qui nous est notifié puisse bénéficier d'une*



# Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



*assistance de qualité au niveau de nos services, et si nécessaire, référé sans délai, avec un suivi par les services de la Police, de la Gendarmerie et de la justice. » Madame Abdoulaziz Rabi, Directrice régionale de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant – Région de Zinder.*

## d) **Photos**

Toutes les collections photos du programme Niger sont accessibles via **Google Drive** [https://drive.google.com/drive/folders/1w7fQe0Y9AvrCP3C-g\\_ps9EE0xuM1fn8p?usp=sharing](https://drive.google.com/drive/folders/1w7fQe0Y9AvrCP3C-g_ps9EE0xuM1fn8p?usp=sharing); et via **Collect** :

- Certification villages modelés : Maradi <https://we.tl/b-HB4glfSdli>
- Mission conjointe Tahoua : <https://we.tl/b-gQCuZwk07v>
- Spotlight Tillabéri 2022: <https://we.tl/b-Qs4XvUXsDE>
- Spotlight Zinder 2022: <https://we.tl/b-yyY3l2X2Zk>
- Spotlight Maradi 2022: <https://we.tl/b-FxMbo41to3>
- Spotlight Tahoua 2022: <https://we.tl/b-dBcwDwmOnb>
- Day of the African Child 2022 Zinder: <https://we.tl/b-0y5D8LpZWh>
- 16 jours d'activisme 2022 Tillabéri : <https://we.tl/b-6PmfsLaVAk>
- Mission conjointe Tillabéri 2022 : <https://we.tl/b-Qs4XvUXsDE>
- Mission conjointe Zinder, Octobre 2022 : <https://we.tl/b-3Onrzt1oRu>
- Mission conjointe Tahoua, Octobre 2022 : <https://we.tl/b-gQCuZwk07v>
- Mission UNRC Zinder, Juin 2022 : <https://we.tl/b-0y5D8LpZWh>
- Déclaration nationale cadre légal, avec le Médiateur de la république, Mars 2022 : <https://collect.wetransfer.com/board/snpdhhmj6v2vnquii20220314155221/latest>
- 16 jours d'activisme 2021 Café genre : <https://we.tl/b-qTwOjheFoC>



## Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles



- [CoPIL novembre 2020 : https://we.tl/b-AkqnvZeu2l](https://we.tl/b-AkqnvZeu2l)
- Plateformes multifonctionnelles : <https://we.tl/b-T40W9QbSLq>
- Taximen Ambassadeurs : <https://we.tl/b-CDdv4dlb7o>
- Formation des OPJ sur les techniques d'audition des survivantes de VBG : <https://we.tl/b-JdyTmiV4YT>

### e) Vidéos

- A l'instar de la communauté internationale, le PNUD a célébré la journée internationale de la femme #IWD2023 dont le thème est : "Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes : <https://www.youtube.com/watch?v=WkyAnu60l7o&t=46s>
- 16 jours d'activisme avec Aicha Macky : <https://youtu.be/FFIZOHJgA7k>
- #IWD2021: Nigerien women in Leadership, intergenerational discussion: <https://www.youtube.com/watch?v=MxJmiyMOLo8>
- Spotlight Initiative in Niger - International Women's Day 2021 Officer Maimouna Coulibaly: <https://www.youtube.com/watch?v=49qQBjM8rpE>
- Le Niger se mobilise contre les violences basées sur le genre : [https://www.youtube.com/watch?v=1EA\\_oBGZ1x8](https://www.youtube.com/watch?v=1EA_oBGZ1x8)
- My voice, our equal future' by Fa2MathsA: <https://www.youtube.com/watch?v=u3Lj10ZA0C4>
- Dans mon périple (On my journey) by Nourath Nourath: [https://www.youtube.com/watch?v=PEjs0zAR\\_o0](https://www.youtube.com/watch?v=PEjs0zAR_o0)
- Abdoul-Razak Alfaga s'engage avec l'Initiative Spotlight : <https://www.youtube.com/watch?v=WCAfkgzHX18>
- Fati Mariko and Spotlight Initiative join forces to end female genital mutilation: <https://www.youtube.com/watch?v=rRdNE7NSJGQ>



## Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



### **Aller de l'avant : Assurer la durabilité des contributions de Spotlight**

Après quatre ans de mise en œuvre du Programme Spotlight, des avancées notables ont été enregistrées dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. Il est donc nécessaire de développer des stratégies ou actions pour rendre durables ces acquis à la clôture du Programme. Ainsi, le Programme Spotlight a développé une stratégie de durabilité qui a proposé des interventions à forte potentialité de durabilité et des stratégies pertinentes à maintenir pour la durabilité des contributions du Programme.

Au niveau de la Justice, la mise en place de 25 points focaux dans les Tribunaux d'Instance (TI)/ Tribunaux de Grande instance (TGI) pour assurer l'orientation juridique et la collecte des données sur les décisions judiciaires concernant les cas de VBG. Ces points focaux vont remplacer les animateurs des cliniques juridiques qui étaient pris en charge par le Programme. Cette démarche d'utilisation du personnel permanent du Ministère de la Justice est un gage de pérennisation et la prise de conscience des autorités de ce département à mettre un accent sur les questions de violences orientées vers les services judiciaires.

L'investissement fait dans le domaine du renforcement des capacités des cadres et des acteurs communautaires pourrait être capitalisé par une amélioration des tâches exercées sur le terrain. De même, l'intégration des modules VBG dans les curricula des écoles de formation est une approche qui garantit une forte pérennisation des actions de renforcement des capacités et de disposer des acteurs ayant des connaissances et des compétences dans le domaine des VBG. Cela va permettre de disposer continuellement une masse critique d'acteurs outillés sur la prévention et la prise en charge des survivantes de VBG. Un autre aspect est l'utilisation des compétences acquises dans les futurs processus de planification au niveau national que régional en veillant à la prise en compte des questions d'égalité de sexes et des groupes faisant face à multiples formes de discriminations croisées.

Il en est de même des partenariats avec la chefferie traditionnelle, la Police et la Gendarmerie qui ont produit des résultats remarquables en termes de changements positifs des normes sociales et de disponibilité de données de routine de qualité sur les VBG. Le maintien de ces partenariats va garantir la pérennisation des contributions de l'Initiative Spotlight.

Par ailleurs, tout le travail effectué avec la société civile devra être capitalisé. En effet, la mise en place des points focaux régionaux de la société civile va maintenir cette pratique du S&EP et encourager les autres organisations de la société civile.



**Initiative  
Spotlight**

*Pour éliminer la violence  
à l'égard des femmes et des filles*



## **ANNEXES**

**Annexe A: Cadre de Résultats**

**[Annexe B: Matrice de risques](#)**

**[Annexe C: Rapport engagement de la Société civile](#)**

**[Annexe D: Innovative, Promising or Good Practices Reporting Template](#)**

**[Annexe F: Equipements](#)**